

# UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

## *La crise, suite et ...la Suisse ?*



### LA CRISE, SUITE ET... LA SUISSE?

COURS  
N° 201

**JEAN-MARIE BRANDT** – Docteur ès Sciences économiques, Docteur en Théologie

A la suite des sessions précédentes, nous actualisons notre lecture sur la crise économique avec, c'est le bon moment, une interrogation nouvelle sur la Suisse et les changements qui l'attendent. Tout le monde est d'accord : ce n'est plus une crise financière ou économique qui dure, mais une succession de crises profondes à répétition, dans laquelle la Suisse fait une entrée fracassante par la porte institutionnelle.

Nous examinons, par la lecture professionnelle des signes économiques et financiers qui nous sont livrés au quotidien, la réalité des enjeux qui nous touchent directement. Nous les positionnons dans le cadre mondial qui les influence et nous nous faisons une opinion quant à leur importance. Nous débattons ensemble de notre responsabilité et de nos actions possibles.

L'approche à ce jour est un succès. Pluridisciplinaire et originale, elle identifie les critères et les notions propres à répondre à nos interrogations quotidiennes dans un domaine hautement technique qui nous concerne tous.

*Un support d'une quarantaine de pages est fourni au prix de CHF. 10.-*

• **Quand:** mercredi de 18h30 à 20h00 3 séances de 2 périodes  
 • **Dates:** 29 mai, 5, 12 juin 2013  
 • **Lieu:** HEP - Haute Ecole Pédagogique - Salle 723 / Av. de Cour 33, Lausanne  
 • **Prix du cours:** Fr. 100.-  
 • **Membres cotisants UPL, AVS, AI, chômeurs, apprentis, étudiants:** Fr. 90.-

L'INSCRIPTION S'EFFECTUE PAR LE PAIEMENT DEPUIS NOTRE SITE INTERNET - [WWW.UPLAUSANNE.CH](http://WWW.UPLAUSANNE.CH)

ESCALIERS DU MARCHÉ 2 – CASE POSTALE – 1002 LAUSANNE  
 T 021 315 24 24 – F 021 315 24 21  
[WWW.UPLAUSANNE.CH](http://WWW.UPLAUSANNE.CH) – [INFO@UPLAUSANNE.CH](mailto:INFO@UPLAUSANNE.CH) – CCP 10-10606-4

**UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE**  
*La crise, suite et ...la Suisse ?*

**AVERTISSEMENT**

Ce document est un papier de travail (et non pas un document définitif préparé pour une publication) destiné à guider le débat sur la crise et à servir de référence pour des éventuels approfondissements et suivis de situation économique sur le moyen terme.

Les données qu'il présente ne sont en principe par référencées. Elles sont tirées notamment de la presse quotidienne, des revues spécialisées (BCV, Banque Pictet, Banque Edmond de Rothschild, Notenstein, UBS, ou de documents institutionnels (organismes onusiens, Conseil fédéral, FMI, OCDE, CVCI) et ne sont en principe pas explicitement référencées.

L'idée consiste à se faire une opinion personnelle la une lecture quotidienne de la crise dite financière qui a commencé aux USA en 2006 et en Europe en 2008 et qui continue.

Une bibliographie et quelques chiffres sont proposés en annexe.

**UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE**  
*La crise, suite et ...la Suisse ?*

**TABLE DES MATIERES**

- 1- OUVERTURE - ENJEUX**
- 2- FEUILLE DE ROUTE : BALISAGE. OBJECTIF(S)**
- 3- DÉFINITIONS - PARADIGMES (PRINCIPES DE CRISE)**
- 4- LA CRISE - QUELLE CRISE ?**
  - 4.1- GÉNÉRALITÉS**
  - 4.2- ANALYSE DE L'ÉVOLUTION DE LA CRISE**
    - 4.2.1 Les principes de l'analyse**
    - 4.2.2 Etymologie et définitions techniques**
    - 4.2.3 Travail de groupe**
- 5- LES CINQ PHASES DE RUPTURE ET LES CHANGEMENTS DE PARADIGMES (DE PRINCIPES)**
  - 5.1 GÉNÉRALITÉS**
  - 5.2 CRISE FINANCIÈRE PHASE 1 (WALL STREET). DU CRÉDIT TOXIQUE À LA CRISE DE LIQUIDITÉ (LA "GRANDE RÉCESSION") : RUPTURE DU PRINCIPE DE *CONFIANCE***
  - 5.3 CRISE FINANCIÈRE PHASE 2 (WALL STREET). DU NÉOLIBÉRALISME À L'INTERVENTIONNISME : RUPTURE DU PRINCIPE DE VÉRITÉ**
  - 5.4 CRISE FINANCIÈRE PHASE 3. STRATÉGIE DU CHEVAL DE TROIE ET CRISE DE LA DETTE : RUPTURE DU PRINCIPE DE *SOUVERAINETÉ***
  - 5.5 CRISE FINANCIÈRE PHASE 4. CONCUBINAGE FRANCO-ALLEMAND ET PSEUDO-PROCURATION DES 27 : RUPTURE DU PRINCIPE DE *SOLIDARITÉ***
  - 5.6 CRISE FINANCIÈRE PHASE 5. STRATÉGIE DE LA BALLE DANS LE PIED OU LA SUISSE SE DISTINGUE : RUPTURE DU PRINCIPE DE *DIGNITÉ***
- 6- OPINION**
- ANNEXES**

**UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE**  
*La crise, suite et ...la Suisse ?*

**1- OUVERTURE - ENJEUX**

- **Accueil**
  
- **Présentations**
  
- **Enjeux**
  - personnels
  
  - collectifs
  
  - sociétaux

**UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE**  
*La crise, suite et ...la Suisse ?*

**UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE**  
*La crise, suite et ...la Suisse ?*

**2- FEUILLE DE ROUTE : BALISAGE. OBJECTIF(S)**

**2.1 - BALISAGE**

- Méthode

*Etymologie et définitions de base*

*Repérage*

*Paradigmes ou «principes de crise»*

*Repères historiques*

*Appréciation générale*

*Travail de groupe*

- Contenu

*La crise, quelle crise ?*

*Les cinq phases : ruptures et changements de paradigmes (de «principes de crise»)*

**2.2 - OBJECTIF (S)**

- personnels
- collectifs
- sociétaux

# UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

## *La crise, suite et ...la Suisse ?*

### 3- DÉFINITIONS - PARADIGMES (PRINCIPES DE CRISE)

#### 3.1- DÉFINITIONS

##### Crise

A la fois *rupture* et *opportunité*. Tension entre un pôle de *cassure* (mort) et un pôle de *guérison* (vie) dans la dynamique d'un *retournement* (par rapport à des repères, des paradigmes, ou des principes de crise (règles d'actions déterminantes dans la rupture de crise), des habitudes. Dynamique de guérison, ou de *conversion* au sens propre. Selon *Paul Ricoeur* :

"...c'est dans la structure temporelle [le quotidien vécu par moi] du processus de personnalisation [me forger une opinion]<sup>1</sup> que réside le nœud [le possible dénouement] de la crise. L'engagement [traduire l'opinion en acte responsable] est cet effort dirigé vers la formation de l'avenir humain [mon avenir, celui de mes enfants, de mon pays, de mes croyances] : la crise naît ainsi au carrefour où l'engagement est en lutte avec la tendance à l'inertie, à la fuite, à la désertion [la crise nous place devant un choix responsable]."<sup>2</sup>

##### Valeurs

Les valeurs évoquées, nos valeurs, sont les valeurs *judéo-chrétiennes*, celles qui fondent notre culture et notre identité.

##### Crise de la culture

La crise, c'est cette "*Crise de la culture*" qu'*Hannah Arendt* diagnostique<sup>3</sup> dans la ***banalisation*** généralisée de toute chose : *dépersonnalisation, déresponsabilisation, perte de l'identité, du repère* dans le processus économique de l'*industrialisation* pris au sens large.<sup>4</sup> Nous ajoutons comme un principe de base (à redécouvrir) : oubli de la "***particularité helvétique***".

##### Confiance :

- *Créance, foi, sécurité*<sup>5</sup>
- Sentiment universel qui, s'il n'est pas une valeur en soi, est le produit de l'ensemble de nos valeurs. Valeur de *synthèse*

<sup>1</sup> Les phrases entre crochets sont nos commentaires

<sup>2</sup> RICOEUR Paul, conférence donnée le 3 novembre 1986 à l'Université de Neuchâtel pour le titre de Dr honoris causa, sous le titre : *La crise : un phénomène spécifiquement moderne ?*

<sup>3</sup> ARENDT Hannah, *La crise de la culture*, (trad.) Paris, Editions Gallimard, 1972 et *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calman-Lévy, 1983

<sup>4</sup> Cf. : ARENDT Hannah, *La Crise de la culture*, Paris : Gallimard, 1972 [1954]

ARENDT Hannah, *Condition de l'homme moderne*, Paris : Calman-Lévy, 1983 [1961]

<sup>5</sup> Cf. Petit Robert

J.M. Brandt

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

- Respect de la personne dans sa *dignité* de créature au *libre-arbitre*, respect des institutions qu'elle a construites pour son mieux-vivre
- *foi* en l'autre, en l'Autre, *credo* latin<sup>6</sup>, *pistis* grecque<sup>7</sup> : fondement de la culture et de l'identité judéo-chrétienne qui ouvre, avec l'espérance, sur l'avenir et sur la projection anthropologique (que nous qualifions ici d'inspirée). Selon Emmanuel Levinas<sup>8</sup>, ce qui nous caractérise en Occident, c'est le *rapport éthique*, le *rapport à l'autre*, celui qui mène *au Tout Autre*, à *l'infini*, à *Dieu*, dans un impossible élan joliment qualifié d'*asymptotique* par Pierre Hadot<sup>9</sup>, puisque comme le résume Levinas : "c'est dans le visage d'autrui qu'il y a Dieu, et pour moi, toute la théologie."<sup>10</sup>

La confiance, la *foi* dans l'autre qui mène à l'Autre, sont la clé du sens que nous donnons à notre finitude (fussions-nous croyants ou athées) et la clé de la valeur que nous plaçons dans la personne. Ces clés sont bien celle de la culture et de l'identité judéo-chrétiennes. Et, nous l'ajoutons pour le débat : les clés de la "**particularité helvétique**" ?

#### **Liquidité**

Or la *confiance* est la clé du système financier. En termes techniques on parle de la "*liquidité* du système". La liquidité est non seulement l'expression monétaire de la *valeur* économique, elle est à la fois le moyen et l'expression de la relation que les acteurs financiers entretiennent entre eux et avec les acteurs économiques. La disparition de la liquidité entraîne la disparition de la relation. La raréfaction de la liquidité entraîne les prix à la hausse, à commencer par ceux du crédit. La multiplication de la liquidité induit l'inflation et la perte de valeur économique.

#### **Acquis judéo-chrétiens**

Les fondements de notre identité et de notre culture. Que l'on soit croyant ou non-croyant, la tension de corrélation entre les deux pôles culture - religion tels que décrit notamment dans la Théologie

---

<sup>6</sup> Confier en prêt, tenir pour vrai, croire, penser, avoir confiance, se fier, ajouter foi, croire

<sup>7</sup> Confiance, crédit, bonne foi, fidélité, foi, croyance ; ce qui fait foi, action de tenir pour vrai, moyen d'inspirer confiance, de persuader, preuve. Utilisé aussi dans le sens du serment devant les dieux, du gage donné aux dieux, de la confiance dans les dieux, du pacte

<sup>8</sup> LEVINAS Emmanuel, *Totalité et infini*, Pars, Kluwer Academic, 1971

<sup>9</sup> in HADOT Pierre, *Eloge de la philosophie antique*, Paris, Editions Allia, 2003

<sup>10</sup> in LEVINAS ibid.

J.M. Brandt



## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

systematique<sup>11</sup> ou la Dogmatique<sup>12</sup> du théologien Paul Tillich illustrent la spécificité de l'identité occidentale sous un angle d'ouverture générale. Selon cette idée, la culture est le contenant et la religion le contenu d'une dynamique culturelle spécifique à la tradition occidentale.

L'idée de tension de corrélation peut-être développée dans de nombreuses combinaisons qui toutes se situent et se définissent comme étant au cœur de notre tradition. L'une d'elle est la tension de corrélation religion - économie, l'économie étant l'une des pierres-angulaires de notre culture : le lien est aujourd'hui en tension de rupture, car l'économie sécrète une culture qui lui est propre et qui n'est plus en lien avec la religion : c'est la culture financière. La finance en effet n'est plus au service de l'économie et, de ce fait poursuit des buts qui lui sont propres, soit de nature matérialistes d'accroissements à court terme de la richesse et du paraître<sup>13</sup>.

#### Conclusion

La crise actuelle est une crise de liquidités, une crise de confiance, elle met en cause la valeur qui est au fondement de nos acquis judéo-chrétiens : notre identité dans un monde globalisé.

#### 3.2- PARADIGMES (PRINCIPES DE RUPTURE)

- Dans la crise en général

La crise est *rupture et opportunité*. La sortie de crise ou sa *guérison* nécessite un *retournement* par rapport aux repères coutumiers, une *conversion* au sens propre, soit la prise en charge de paradigmes inédits. Nous parlons de «*principes de rupture*», soit des "règles d'actions s'appuyant sur des jugements de valeur et constituant un modèle, une règle ou un but"<sup>14</sup> dans la gestion de la crise.

---

<sup>11</sup> TILLICH Paul, *Théologie systématique I. Raison et révélation*, Québec / Paris / Genève : Les Presses de l'Université Laval / Les Editions du Cerf / Labor & Fides, 2000 [1951]. TILLICH Paul, *Théologie systématique II. L'être et Dieu*, Québec / Paris / Genève : Les Presses de l'Université Laval / Les Editions du Cerf / Labor & Fides, 2003 [1951]. TILLICH Paul, *Théologie systématique III. L'Existence et le Christ*, Lausanne : Editions l'Age d'Homme, 1980. TILLICH Paul, *Théologie Systématique IV. La vie et l'Esprit*, Genève : Labor & Fides, 1991 [1963]. TILLICH Paul, *La dimension religieuse de la culture*, Québec / Paris / Genève : Les Presses de l'Université Laval / Les Editions du Cerf / Labor & Fides, 1990.

<sup>12</sup> TILLICH Paul, *Dogmatique*, Québec / Paris / Genève : Les Presses de l'Université Laval / Les Editions du Cerf / Labor & Fides, 1997 [1925].

<sup>13</sup> BRANDT Jean-Marie, *Obsolescence de l'offre religieuse*, th. Dr théologie Uni Lausanne, Genève, Editions Slatkine-Fonds pub. Uni Lausanne, 2010

<sup>14</sup> Cf. Petit Littré  
J.M. Brandt

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

De même qu'on parle de "principes éthiques" chez Emmanuel Kant ou chez Hans Jonas, de même on parle ici de "principes" ou de *propositions premières*, ou non déduites, applicables dans les dimensions de la crise comme dans celles de notre analyse : finance, économie, société, politique, éthique, spiritualité et ce que nous avons nommé "**particularité helvétique**". Il s'agit de se poser, pour chacun des principes de rupture mis en exergue, la question de savoir dans quelle mesure la Suisse échappe ou entre dans la crise et de quelle manière. Cette question fera l'objet des travaux de groupe.

L'avantage de ce choix est qu'il laisse l'intuition jouer son rôle, ce qui, avec la raison, mais aussi et peut-être surtout l'imagination et le cœur sont indispensables en temps de rupture, en temps de crise. Il s'agit en effet de sortir de la norme et de la raison habituelles, en bref de changer de principe de base. Comme le dit Pascal : "les principes se sentent, les propositions se concluent". La crise a d'abord pour fonction d'alerter sur le mal plus profond dont elle est le symptôme. Elle ouvre sur les causes, permet un diagnostic et donne l'opportunité d'un choix responsable quant à la suite à donner, soit quant aux nouveaux principes à adopter. La suite à donner est de l'ordre de la remise en cause. C'est un *aggiornamento*<sup>15</sup> au sens fort.

- Dans la crise actuelle

La crise que nous vivons depuis 2006 est unique par sa longévité, son étendue géographique et sa nature. C'est une crise de *liquidité* du système, ou de *confiance systémique*. Le symptôme est le manque de liquidités, le mal est la rupture généralisée de confiance dans le processus financier et sa contagion à travers les systèmes économiques, sociaux et politiques. Les paradigmes ou «**principes de crise**» qui s'appliquent sont, pour le système financier, le principe de *liquidité* ou principe de **confiance**, pour le système économique le principe de **Vérité**, pour le système politique le principe de **souveraineté**, pour le système social (au sens large de société) le principe de **solidarité**. On verra que le principe de **dignité** peut aussi être remis en cause, comme c'est le cas avec la Suisse. Le niveau d'intervention ou la pertinence des *principes de crise* montreront que la crise *financière* est une profonde crise des *valeurs* qui met en question le fondement de notre identité occidentale : notre culture.

Une autre particularité de cette crise est le diagnostic qui en est fait et le choix quant à la suite donnée ou à donner. Le diagnostic officiel demeure à ce jour au niveau de la crise *financière*, avec des complications économiques, sans que l'on pénètre au cœur du mal, qui est la crise de confiance, la crise du système, la crise d'une *culture*. La conséquence de ce diagnostic et de ce comportement de surface est logique : on soigne la crise de liquidités par l'injection quasi sans limite de liquidités, processus qui est rendu possible par le caractère souverain des Etats et de leur banque centrale, ainsi que par les ressources définies comme illimitées de ces dernières. On soigne le mal par le mal et on aggrave le mal. Pire, on permet la contamination du cancer financier dans les tissus économique et

---

<sup>15</sup> Selon le leitmotiv de Jean XXIII au lancement du Concile Vatican II (que l'Eglise a officiellement utilisé au sens faible de "mise à jour")

J.M. Brandt

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

social, tandis que le politique, dépassé, se retranche derrière un déni systématique d'information, repoussant diagnostic et médication appropriés tel le chasse-neige qui accumule la masse à déporter dans son axe de progression. Dans l'intervalle la crise touche gravement une la partie la plus fragile de la société (en particulier les jeunes, mais aussi les retraités) et remet en question, comme nous le verrons plus loin, avec nos acquis sociaux, nos valeurs identitaires et culturelles.

Le problème de la crise actuelle est multifacette :

- on soigne le mal par le mal : faute de confiance, les liquidités injectées dans le système pour l'irrigation des circuits économiques et la relance de la croissance, retournent aux banques centrales sous forme de dépôts rémunérés, aggravant le défaut de liquidités et renforçant le manque de confiance.
- la création ci-dessus de non-valeur économique se traduit comptablement par la montée exponentielle de l'endettement des Etats jusqu'à l'asphyxie assurée en cas de remontée des taux d'intérêt
- l'excès d'endettement des Etats met en question leur souveraineté, partant la qualité de l'endettement et réciproquement
- la masse de liquidités créée ainsi sans valeur économique stocke un potentiel de dévalorisation des liquidités et des valeurs économiques qui s'appelle l'inflation. Jamais si ce n'est à la fin de l'Empire romain et avant le nazisme, le potentiel d'inflation galopante n'a été aussi élevé. Il est à ce jour contenu avec succès par le maintien artificiel des taux d'intérêts à un niveau proche de zéro. Le danger est la non-anticipation du retour (tsunami) d'inflation selon la théorie économique classique
- la montée du marché des actions depuis septembre 2012 à ce jour n'est pas l'expression d'une croissance des valeurs économiques, mais le reflet évanescent et fragile d'une poussée de liquidités qui cherchent à se placer. A preuve le chômage augmente sans cesse jusqu'à des niveaux insupportables en Europe (10.2 % pour l'UE<sup>16</sup> et 12.1 % pour la Zone EURO<sup>17</sup> (20 millions de personnes) en janvier selon statistiques du 4 avril 2013<sup>18</sup>), au mieux stagne depuis six ans aux alentours de 8 % aux USA (légère décline depuis décembre 2012, à 7.6 % en avril 2013)<sup>19</sup>, taux qui encore dépasse et de loin le minimum supportable.

---

<sup>16</sup> Union Européenne : les 27 (mars 2013)

<sup>17</sup> Les 17

<sup>18</sup> Nos statistiques sont tirées de [www.statistiques.mondiales.org](http://www.statistiques.mondiales.org)

<sup>19</sup> Objectif officiel de la FED : 6.8 % pour abandonner la politique de stimulation quantitative (QE : *Quantitative Easing*).

J.M. Brandt

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

Le **chômage** est à nos yeux le seul critère définitif qui permette de mesurer l'état de crise et la pertinence des mesures sur la durée. Nous mentionnerons deux chiffres :

- aux USA, le **chômage réel** (compte tenu des personnes sorties des statistiques pour chômage de longue durée) se situe entre 18 et 21 % et grimpe depuis trois ans dans l'UE jusqu'à dépasser aujourd'hui 15 %.
- le **chômage des jeunes** en Espagne par exemple atteint les 55.5 % (55 % en Grèce), ce qui signifie qu'une génération entière est sacrifiée.

Quant à la Suisse, qui pour le moment est épargnée par le chômage (on parle de "chômage structurel" ou "normal" (!) à 3.4 %), la crise financière est entrée par la grande porte institutionnelle et nous verrons que le lien entre crise financière et crise des valeurs est ici particulièrement explicite (principe de *dignité*).

L'idée que nous proposons est que les symptômes sont à notre portée et que leur analyse nous amène à identifier le mal, qui n'est pas la crise financière ou économique, mais une crise de **confiance** qui nous interpelle au fondement des *valeurs* de notre société.

La réalité de la crise, sa définition et sa particularité (le lien inédit entre symptôme - crise financière et mal profond - crise des valeurs) étant posées, nous allons analyser le mal afin de poser un diagnostic en profondeur dans l'objectif que cette réalité "fasse sens pour nous ici et maintenant", soit nous faire une *opinion* personnelle en revenant à la "**particularité helvétique**".

#### 4- LA CRISE - QUELLE CRISE ?

##### 4.1- GÉNÉRALITÉS

En l'absence de diagnostic porté sur le mal profond dont la crise financière est le symptôme, la thérapie s'est limitée jusqu'ici à une thérapie de nature financière, soit une thérapie de surface. Cette attitude générale des dirigeants politiques occidentaux, limitée quant à sa nature, est présentée comme nécessairement illimitée quant à ses ressources : selon les déclarations de principe des responsables des institutions compétentes (les banques centrales) la thérapie (politique monétaire) est appliquée de façon illimitée jusqu'au redémarrage de la croissance. Il y va de leur crédibilité politique et non pas seulement de la crédibilité des mesures prises.

Il y a lieu de distinguer entre la *Federal Reserve Bank (Fed, ou Banque centrale US)* et la Banque Centrale Européenne (*BCE*).

La première fait le pari de la croissance en rachetant pour partie les dettes de l'Etat fédéral et en échangeant les échéances courtes contre des longues, ce qui injecte dans l'économie des sommes

*J.M. Brandt*

*29 mai, 5, 12 juin*

2013

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

équivalentes (trois mille milliards de \$ à ce jour !) sans exigence de contrepartie en matière de déficit budgétaire et d'endettement public (racheter les dettes de l'Etat par la Banque centrale revient à les faire passer de la main droite à la main gauche (deux personnes juridique, un seul contributeur économique). Les USA appliquent le *Quantitative Easing* (à trois reprises depuis 2009), qu'on peut taxer d'ultra-libéralisme ou de néo-keynésianisme. C'est donc un pari sur la croissance et non pas sur la rigueur. On injecte massivement ("sans limite") des liquidités en maintenant le taux d'intérêt artificiellement au plus bas niveau, dans le but de faire redémarrer la croissance par la consommation et les rentrées fiscales. Pas de changement de mentalité en vue. La crise n'apporte pas de «conversion». Et cela même si l'interventionnisme effréné dont a fait preuve l'Etat fédéral pour sauver Wall-Street et l'économie pendant les quinze jours de crise aiguë en 2008 révèlent une attitude en contradiction flagrante avec la loi de l'ultra-libéralisme de marché. La scène se déroule sans autre forme de procès sur le théâtre mondialisé et en principe déréglementé de l'*économie de marché*<sup>20</sup>.

La seconde, avec le Fonds Monétaire International (FMI) et l'Union Européenne (UE, les Vingt-Sept), en particulier l'Union Economique et Monétaire (UEM, les Dix-Sept) et la BCE, fait le pari du redressement de la croissance par la diminution de l'endettement et donc du déficit budgétaire (la rigueur). Cette attitude, qui jusqu'ici a amené ralentissement économique et récession, a placé les pays du Sud en état de crise grave à long terme en premier lieu au détriment de la classe moyenne et des jeunes. L'aggravation de la situation, en particulier l'affaiblissement du système bancaire a fait prendre à la BCE un quart de virage vers une attitude identique à celle de la FED en ce sens qu'elle s'est mise à racheter de la dette toxique à court terme pour l'échanger contre du long terme. Il s'agit ici d'un changement de paradigme (que nous qualifions de «conversion») qui nécessite un changement de mentalité socio-politique, partiellement contredite par le quart de virage pris depuis.

L'attitude de la Suisse se situe dans le cadre de la conversion ci-dessus franche et entière avec l'avantage de l'avoir adoptée avant la crise généralisée.

#### 4.2- ANALYSE DE L'ÉVOLUTION DE LA CRISE

##### 4.2.1 LES PRINCIPES DE L'ANALYSE

L'analyse de cette crise et de son évolution permet de dégager différentes phases depuis 2006, dont les transitions sont caractérisées à chaque fois par des sauts qualitatifs consistant en ruptures ou changements de paradigmes ou «*principes de crise*». L'intérêt n'est pas seulement de définir ces «*principes de crise*», mais surtout d'examiner dans quelle mesure le saut qualitatif, le retournement ou le changement de paradigme ou «conversion» ont été accomplis pour la guérison.

Il s'agit de distinguer la *rupture*, qui est une action, et la *cassure* qui est à la fois un état et le résultat de la rupture.<sup>21</sup> L'intérêt de la crise est l'*opportunité* de cassure qu'elle représente par rapport à un processus de dégénérescence latent. La rupture est une dynamique de séparation à son point paroxystique : il n'est plus de retour possible en arrière à l'état *ex ante*. Encore subsiste cependant le potentiel de survie aux conditions du retournement (conversion). Retournement (conversion) signifie

<sup>20</sup> Terminologie actuelle pour capitalisme

<sup>21</sup> Cf. Petit Robert

J.M. Brandt

**UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE**  
*La crise, suite et ...la Suisse ?*

changement de paradigmes (principes de crise). Persistance dans le non-retournement (non-conversion) implique disparition, mort.

On peut relever que de la crise actuelle, sous sa visible stabilité de surface et sur son plan de traitement, a connu à ce jour cinq retournements impliquant changement de paradigmes (de principes de crise). Ce sont à chaque fois des ouvertures vers la sortie de crise. Nous allons analyser cette évolution (révolution) et tenter de nous faire une opinion quant aux résultats et à leur signification positive ou négative.

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

#### 4.2.2 ETYMOLOGIE ET DÉFINITIONS TECHNIQUES

- **crise**

Grec *crisis* (κρίσις) : faculté de se faire une opinion personnelle, de séparer (distinguer, juger, faire un choix, séparer, trier, contester), et d'agir en conséquence : décider par choix. Phase aiguë d'une situation aliénante, telle la maladie.

Grec *krino* (κρίνω) : séparer, distinguer, choisir, décider, trancher, juger, interpréter, faire entrer dans la phase critique.

- **valeur**

Latin *valeo* : être fort, puissant, s'établir, se maintenir, régner, avoir une signification, un sens, être en bonne santé.

- **Crise financière**

Crise de change, ou bancaire, ou boursière, ou de la dette publique (relativement fréquentes). Une crise financière qui dure comporte des conséquences sur l'économie.

- **Crise économique**

Les conditions-cadres de la société, les structures et les procédures de gestion de ses ressources, sont mises en question au point de risquer une détérioration durable (peut être partie intégrante de cycles économiques, et répondre à des jugements et des actions conventionnelles).

- **Récession**

Période pendant laquelle le PIB décline et le chômage augmente

- **Dépression**

Diminution durable de la production et de la consommation (depuis deux trimestres consécutifs de baisse du PIB)

- **Crise en général**

Situation qui exige un jugement et une décision hors des schémas habituels, ou de l'expérience acquise, elle a une dimension relationnelle, éthique et elle :

- Fait appel à l'opinion personnelle
- Se présente comme un paroxysme qui nécessite de rompre avec l'acquis, l'habitude
- Représente la fin d'un monde et des composantes incapables de s'adapter

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

- Offre le potentiel de renaissance à un monde meilleur

Saut qualitatif dans l'évolution du monde, de la société, de l'homme, état de séparation entre deux mondes, deux manières d'être et de faire.

Opportunité de faire mieux, beaucoup mieux, qui est inattendue, qui nécessite un bon jugement et un engagement immédiat.

#### 4.2.3 TRAVAIL DE GROUPE

Donner une définition de la crise en général et de la crise actuelle

Identifier les enjeux de la crise, de la crise actuelle

Définir les termes de *finance, économie, croissance, récession, dépression, inflation, déflation* et expliquer leur signification, les enjeux et les valeurs qu'ils comportent

Etablir un critère objectif de paradigme ou du «*principe de crise*»

Analyser les articulations finance-économie, économie-éthique, économie-culture, culture-religion dans notre culture et notre histoire

Définir les principaux paradigmes culturels et identitaires en Occident

Exprimer une opinion personnelle sur la crise en général, la crise actuelle aux points de vue éthique, philosophique, spirituel et au sens de la "*particularité helvétique*"



## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

#### 5- LES CINQ PHASES DE RUPTURE ET LES CHANGEMENTS DE PARADIGMES (DE PRINCIPES)

##### 5.1 GÉNÉRALITÉS

- Crise financière phase 1 (WALL STREET). Du crédit toxique à la crise de liquidité (la "grande récession") : rupture du principe de *confiance*
- Crise financière phase 2 (WALL STREET). Du néolibéralisme à l'interventionnisme : rupture du principe de *Vérité*
- Crise financière phase 3. Stratégie du cheval de Troie et crise de la dette : rupture du principe de *souveraineté*
- Crise financière phase 4. Concubinage franco-allemand et pseudo-procuration des 27 : rupture du principe de *solidarité*
- Crise financière phase 5. Stratégie de la balle dans le pied ou la Suisse se distingue : rupture du principe de *dignité*

##### 5.2 CRISE FINANCIÈRE PHASE 1 (WALL STREET).

###### 5.2.1 GÉNÉRALITÉS

La phase 1 de la crise se situe à Wall-Street. Elle est née de la culture financière américaine qui est déconnectée de l'économie au service de laquelle elle ne fonctionne plus. Le symptôme de cette rupture de paradigme ou de ce «*principe de rupture*» est le crédit *subprime*. Cette culture nouvelle sécrète une sémantique et un conceptualisme spécifiques dont la caractéristique consiste à faire l'impasse sur les valeurs philosophiques et éthiques traditionnelles et à rassurer le monde sans aller jusqu'à lui dire la vérité. On parle de nouveautés techniques sans les définir dans leur finalité, notamment «*crédit toxique, risque systémique, to big to fail, shadow finance, over-the-counter et rule of exception, Patriot act*<sup>22</sup>» et on rattache la crise au concept connu mais inapproprié de «Grande récession». Le *hedging* jusque-là garantie de non-risque ou encore risque qualifié «systémique» n'est pas mis en cause, au contraire.

La crise a démarré aux USA au plus déviant de leur culture, sans pour autant que l'Europe en saisisse sa symptomatique. En effet la nature culturelle de la crise des *subprime* la fait apparaître comme idiosyncratique. Ce diagnostic en partie erroné engagera l'Union européenne à des stratégies opposées à celles des USA. Officiellement "la période de récession de l'économie américaine provoquée par la crise financière de 2007 - 2008 (la «Grande récession»)" a commencé au quatrième trimestre 2007 et s'est achevée au deuxième trimestre 2009 après une chute du PIB de 5%. La durée

---

<sup>22</sup> Le *Patriot act* remonte aux suites de l'attentat contre le Tours jumelles de New-York le 11 septembre 2001  
J.M. Brandt

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

de cette contraction aura donc été de 18 mois, ce qui en fait la plus longue depuis la crise des années 1930, qui avait duré 43 mois".<sup>23</sup>

La rupture du «**principe de confiance**» qui caractérise la phase 1 de la crise est le dénominateur commun de la crise occidentale encore et toujours en cours. Ce principe n'est actuellement reconnu que des banquiers centraux concernés. Il ne l'est pas de la classe politique.

En réalité on passe de la crise du **crédit toxique** à la crise de **liquidité** : le diagnostic est la rupture du «**principe de confiance**» qui est au cœur de la civilisation ou de la tradition occidentale.

#### 5.2.2 REPÈRES HISTORIQUES

Fin 2006

**Subprimes**, crise aux USA (1000 milliards de pertes, 23 % du crédit immobilier USA), 1000 milliards de pertes, 23 % du crédit immobilier

Eté 2007

**Bear Stearns Companies Inc.** annonce la reprise de deux de ses **hedge funds** en difficulté (20 milliards) (Juin 2007)

**Bear Stearns** au bord de la faillite suite **subprime** (la 5<sup>ème</sup> plus grande banque de Wall Street), chute de l'action de \$ 123 à \$ 10, renflouée par la FED (**to big to fail** et **rule of exception, Patriot act**)

**Northern Rock** en faillite, **Deutsche Industrie Bank (IKB)**<sup>24</sup> (Allemagne) en difficulté suite crise **subprime** (alors qu'elle est spécialisée depuis 1924 dans le crédit à long terme aux PME allemandes), sauvée dans le cadre de **l'intervention de l'Etat** avec un consortium de banques au prix de 6 milliards, cédée en 2008 à 90 % à **Lone Star (fonds de pension US)** pour une bouchée de pain

13 organismes de crédit immobilier font faillite en un mois (août)

**SICAV** (France), 9 août : fermeture des SICAV alternatifs BNP (équivalent des **hedge immobiliers US**).

**Assureurs monoline** en crise (rehausseurs de crédit sur base des agences de notation, fondés pour les crédits municipaux). Révélation du rôle des **agences de notation** en période de crise (Novembre 2007)

<sup>23</sup> L'ÉCONOMIE MONDIALE 2013, *CEP II*, Paris, les Editions La Découverte, 2012. P. 21-22

<sup>24</sup> Fondée en 1924 pour le crédit à long terme aux PME allemandes !!!

J.M. Brandt

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

Novembre 2007

**Matières premières** flambent, **récoltes** deviennent hors de prix pour le quart-monde, où les terres **arables** se vendent à l'encan. Les Chinois **colonisent** l'Afrique *volens nolens*

La **spéculation** dénature et compromet la **valeur économique**.

USA : phénomènes des valeurs refuges, mise en question de la gestion traditionnelle, alors que chute demande maisons neuves 42 %, baisse prix immobilier 20 % met 20 millions d'Américains à la rue

**Krash** des bourses (25 à 40 %). Pertes des caisses de pension. Gestion traditionnelle décrédibilisée et retour en force du **hedging** et de la **shadow finance**, tentatives de réglementation "pour la façade"

#### 5.2.3 COMMENTAIRES

Le crédit **subprime** est par définition un crédit accordé à des débiteurs situés au-dessous de la classe normale de risques, dont on sait, ou dont on prend le risque qu'ils ne paieront ni intérêts ni amortissement. La spéculation (ou le leurre) porte sur la croissance illimitée (à l'horizon financier) de la valeur du gage, soit en l'occurrence la maison d'habitation, sit la famille dans sa représentation matérielle et symbolique (!). De plus aux USA le créancier gagiste a le droit de propriété immédiate sur le gage en cas de défaut, il a revendu le risque à des brokers qui l'ont à leur tour revendu, il l'a *titrisé* ou *hedgé*. La croissance a soudain cessé et la bulle a explosé. Gangrénée par l'intermédiation financière, la liquidité du système s'est soudain asséchée comme jamais à ce jour et la confiance a disparu. Ni l'une ni l'autre ne sont rétablies à ce jour.

Diagnostics philosophique et éthique : *mythe prométhéen* de la *croissance illimitée, tort moral*. En effet, on observe l'instigation systématique et technologique à l'endettement au motif du projet social du bonheur<sup>25</sup>, et à l'investissement aveugle au motif de l'*intermédiation financière* et du *principe de précaution*. On fait l'impasse totale sur la crise des valeurs qui est le mal réel

Diagnostic social : aujourd'hui 50 millions d'américains à la rue, en-dessous du seuil de pauvreté, de tous milieux et professions, nourris au ticket de rationnement, officiellement 8 millions de chômeurs en moyenne depuis 2007- 2008, en réalité (hors-droit et donc hors-statistique) 18 - 20 %.

---

<sup>25</sup> CF. SANDEL Michael, *Le libéralisme et les limites de la justice*, (Trad. ) Paris, Editions du Seuil, 1999. p. 59  
J.M. Brandt

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

Diagnostic politique : au risque de la contradiction, l'Etat intervient massivement et sauve l'économie au moyen de remèdes financiers qui parient sur le retour de la croissance et aggravent le mal (endettement, perte de confiance au plan du marché global).

Et la Suisse ? L'UBS est la première banque non-américaine à réagir. C'est le fameux sauvetage par la confédération et la BNS de 2008. Nous verrons cet épisode plus loin

En résumé, tandis que l'Europe ne saisit pas la symptomatologie avant 2009 (ne lit pas les signes et ne se remet pas en question, donc refuse de considérer entrer en crise), commence la crise que les USA ont officiellement qualifiée de "*Grande récession*" en référence à la crise de 1929 "*Grande dépression*". Elle est officiellement terminée après 18 mois. Depuis, le chômage est stable et la FED crée de la monnaie en masse jusqu'à ce que le chômage atteigne 6.5 % et, économiquement et financièrement parlant les USA sont encore et toujours en crise.

La période de récession de l'économie américaine provoquée par la crise financière de 2007 - 2008 [...] a commencé au quatrième trimestre 2007 et s'est achevée au deuxième trimestre 2009 après une chute du PIB de 5%. La durée de cette contraction aura donc été de 18 mois, ce qui en fait la plus longue depuis la crise des années 1930, qui avait duré 43 mois.<sup>26</sup>

#### 5.2.4 TRAVAIL DE GROUPE

Dire pourquoi le *subprime* attaque le cœur de l'économie (gestion de la maison)

Identifier le «*principe de crise*» de la phase 1 et commenter en termes de valeur

Définir "*subprime, hedging, shadow finance, intermédiation financière, titrisation,* " et expliquer leur signification des points de vue finance, économie, éthique, philosophie

Définir le rôle des *Agences de notation* par rapport au rôle des institutions débitrices (Etats, Banques, Banques centrales)

Analyser les articulations finance-économie, économie-éthique, économie-culture, culture-religion et leur évolution à la lumière de la phase 1

Approfondir l'articulation "*subprime*"- culture

Exprimer une opinion personnelle sur la signification de la phase 1 de la crise aux points de vue éthique, philosophique, spirituel et au sens de la "*particularité helvétique*"

---

<sup>26</sup> L'ÉCONOMIE MONDIALE 2013, *CEP II*, Paris, les Éditions La Découverte, 2012. P. 21-22  
J.M. Brandt

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

#### 5.3 CRISE FINANCIÈRE PHASE 2 (WALL STREET).

##### 5.3.1 GÉNÉRALITÉS

La phase 2 de la crise se situe encore à Wall-Street. Elle est née d'une conversion spectaculaire de la culture américaine : du **néolibéralisme** on passe pour 15 jours à un **interventionnisme** massif. Certes c'est un engagement pragmatique dont le résultat est le sauvetage de la finance, et aussi de l'économie à court terme, non seulement sur place, mais dans le monde.

Le symptôme de cette rupture ou de changement de paradigme est celle du «**principe de Vérité**» (et non pas seulement sa crise qui est tension de rupture). Par «**principe de Vérité**» nous entendons le paradigme de la Loi du marché qui prône Vérité absolue la loi de l'offre et de la demande. Comme tout paradigme de Vérité (absolue), cette loi est issue de la culture judéo-chrétienne. De par nature elle doit s'imposer universellement dans le cadre du marché globalisé et déréglementé. La *conversion* ou changement de paradigme a été appliquée sans que pour autant le «**principe de vérité**» ne soit répudié explicitement ou conceptuellement. On pourrait parler d'un mensonge par omission. On entrevoit d'emblée les conséquences à long terme de cette contradiction essentielle sur les plans culturel et philosophique dans le cadre de la rivalité économique avec le monde chinois. Nous aurons l'occasion d'approfondir ce point crucial.

Après les révélations sur les actifs toxiques et la «toxicité» des maisons d'habitation (base *classe moyenne*), il se produit une évaporation généralisée de la **confiance**, concomitante à la rupture des liquidités bancaires et au blocage du marché financier Le crédit et les contreparties, comme les engagements des contrats à terme, en particulier ceux des contrats *short selling* se retrouvent d'un coup inexploitable. Le marché financier est bloqué, les contreparties sont suspectes, les crédits à l'économie sont bloqués. Avec le mythe de la loi de l'offre et de la demande et du libre marché, c'est un pan de la culture occidentale en rapport avec une vision de la Vérité qui s'écroule.

Est remise en question une culture financière nouvelle, celle du **principe de précaution** (zéro risque) : les vertus de la **titrisation**, du **hedging** (*asset-backed-securities, mortgage-backed-securities, collateralized-debts-obligations*) dans un environnement global déréglementé. On assiste à la prolifération des métastases technologiques du principe de précaution, à la pandémie du **risque systémique** et du **to big to fail**

On passe de la rupture du «**principe de confiance**» à la rupture du «**principe de Vérité**».

##### 5.3.2 REPÈRES HISTORIQUES

Fin 2007

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

Les banques se tournent vers les **Fonds souverains**<sup>27</sup>

Début 2008

Indy mac, courtier immobilier fait faillite (32 milliards)

**Bear Stearns** est vendue de force par la **FED** à **JP Morgan** pour \$ 2 (!), mettant à disposition 30 milliards de dollar

**Société Générale**, scandale annonce de 5 milliards de pertes. Rogue traders<sup>28</sup> comme Jérôme Kerviel (**lignes de trading personnelles** jusqu'à 60 milliards : responsabilité de la banque, de ses dirigeants, de ses contrôleurs)

**Madoff** : quelle différence avec l'industrie financière officielle ? (4 août)

Eté 2008

**Krash** des bourses (25 à 40 %). Pertes des caisses de pension. Gestion traditionnelle décrédibilisée et retour en force du **hedging** et de la **ligne de trading personnelle**, tentatives de réglementation "pour la façade"

**Fanny Mae** et **Freddie Mac**, instituts créés pendant la Grande dépression par l'Etat, pour faciliter le crédit hypothécaire, les jumeaux schizophrènes, avec 5300 milliards de crédits hypothécaires (70 % des crédits hypothécaires US) **titrisés** et donc répandus dans le marché, (**mortgage-backed-securities**), en un jour l'action est dévalorisée de 74 % (12 juillet)

**Lehmann Brothers**, faillite pour l'exemple, une première et dernière. 600 milliards d'actifs, 25000 employés, mort due au pari sur la baisse via CDS (**Credit default swaps**<sup>29</sup>), puis attaque **spéculative** du marché

**Wall Street** folles semaines de panique. Le monde financier et économique au bord de l'implosion

**Morgan Stanley**, **Goldmann Sachs** se mettent sous la protection de la **FED**, puis toutes les banques d'affaires, y compris **Bank of America**. **The rule of exception (Patriot Act)** fracasse l'absolu du **libéralisme** !

---

<sup>27</sup> L'enjeu et la problématique des Fonds souverains sont développés plus loin

<sup>28</sup> Trader agressif agissant en principe pour compte propre de l'établissement ou soi-même sur de très nombreuses opérations à petite marge mais très sophistiqués

<sup>29</sup> CDS : couvre le risque de dépôts de titres qu'on ne possède pas

J.M. Brandt

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

Le **Mensonge d'Etat** : Goldman Sachs avait géré la contrepartie swap et assurance du montant de 47 milliards de dette grecque que la Grèce avait **soustrait** de ses statistiques. Cette banque avait agi de concert avec Bank of Scotland

**American Insurance Group (AIG)**, le troisième plus grand assureur mondial (après ING et Axia) (130.000 employés, 74 millions de clients, est repris par le gouvernement à 85 %), grâce à un prêt de 85 milliards au taux de 8.5 % au-dessus du *Libor*, suite aux pertes de 18 milliards encourues en raison du manque de contrepartie dans les **Credit Default Swaps**. Le bureau de Londres (*hedge* : a passé du *money market fund* au *commercial paper*) avec sa petite banque d'investissement sur les dérivées, détient des **CDS** pour 62 milliards fin 2007. A ce moment, le **risque CDS** passe de **25** milliards à **1000** milliards à travers le monde (15 septembre 2008)

**Plan Paulson-Bernanke** (futur Plan TARP<sup>30</sup>): une première, se base formellement sur la *notion too big to fail* : l'Etat reprend ses parts et sauve les deux établissements. Pour la première fois, la crise financière est clairement économique et sociale. L'Etat libéral débourse 700 milliards \$ pour sortir les actifs toxiques du système financier

Plan **TARP**<sup>31</sup> d'abord rejeté par Congrès le 28 septembre, puis panique, enfin accepté le 3 octobre, mis en pratique 24 novembre. Constat d'une **récession** dès 2007, dès 2008 tous sont touchés, 8 octobre 2008, plan opérationnel : culture postkeynésienne de la planche à billet. **Particularités US** : mise sous **tutelle** des banques, **planche à billet** illimitée ! Une philosophie de **leader** : garantie des dépôts, gel liquidités bancaires, apport en quasi-capital aux banques, mariages forcés, augmentation dépense publique, réduction des impôts, coordination en G20, **partenariat** mondial proposé. **Passivité européenne**.

Fin 2008 début 2009

TARP I, puis II) : en plus des 700 milliards de dollars, gestion administrative de contrôle et politique de communication aux contribuables : *Public Investment Programm*, partenariat public-privé, rachat des créances douteuses et des titres *hedgés* pour éviter les nationalisations. Le plan keynésien de relance par excellence : on mise sur la **croissance** du PIB, la chute du **chômage** et l'augmentation des rentrées **fiscales**! Le pari US : "Helicopter Ben" et interventionnisme monétaire <sup>32</sup>de la FED, son "**Quantitative Easing**" (QE)<sup>33</sup> et les opérations **Twist**<sup>34</sup> :

<sup>30</sup> Voir ci-après

<sup>31</sup> **Troubled Asset Relief Programm**

<sup>32</sup> Taxé en général de néokeynésianisme

<sup>33</sup> Cf. Le Temps, 1<sup>er</sup> octobre 2012 et UBS guide septembre 2012 : PROFESSEUR BERNANKE ET CHAIRMAN BEN, article de *Andreas Höfer*, Economiste en chef, UBS Wealth Management. On a 3 QE.

<sup>34</sup> Echange d'une durée courte contre un durée longue en matière de crédits (apaise le besoin en liquidités)  
*J.M. Brandt*

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE  
*La crise, suite et ...la Suisse ?*

QE1 décembre 2008, QE2 novembre 2010, QE3 en septembre 2012<sup>35</sup> ont augmenté la masse monétaire de 820 à **2600 milliards** par activation de la planche à billets (augmente la liquidité et l'efficacité du marché financier) pour le rachat de titres d'endettement

---

<sup>35</sup> Avec l'engagement de racheter pour 40 milliards par mois de titres adossés à des créances immobilières jusqu'à mi 2015  
*J.M. Brandt*



## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

17 juin 2009

**Plan Obama-Geithner** : volonté politique US d'inventer un régulateur systémique. La Fed plus un comité de régulateurs, plan abandonné 21 janvier 2010. La volonté du retour à de nouvelles régulations, avec notamment l'ancien directeur de la FED Paul Volcker, par exemple le retour au Glass-Steagall Act<sup>36</sup> de 1933, aboli en 1970 lors de la déréglementation mondiale. Pendant ce temps, l'Europe paraît un **empire normatif en panne**

**Fonds monétaire International (FMI)** fait son retour sur scène et les **BRIC**<sup>37</sup> sont interpellés en tant que bras de levier

Septembre 2011 et juin 2011

**Twist 2** (en tout 667 milliards) par achat de dettes à long terme contre vente de dettes à court terme. 21 juin: prolongation de l'opération **Twist** du 30 juin au 31 décembre (échange d'ici à la fin de l'année de 270 milliards de bons du Trésor à moins de 3 ans contre des obligations de 6 à 30 ans, pour faire baisser les intérêts à long terme), maintien du taux directeur quasi nul

**TARP** se développe en fonction de la pratique (culture américaine): la Fed élargit les collatéraux garanties de financement, et allonge la maturité des prêts ; elle prend directement le risque de l'endettement, de la baisse des taux, et reprend le financement principal des banques et des entreprises : c'est le **Bank relief funds, Special liquidity Schem**, ou garantie étatique des dépôts, garantie de liquidité

Juillet - août 2011

Réaction **normative** dans le domaine bancaire :

USA, **loi Dodd Frank** de juillet 2010, soit quasi retour au **Glass Steagall Act**, avec en plus cadrage des dérivées, limitation de la spéculation pour **compte propre**, encadrement des **to big to fail**, mais pas de visée sur les fonds propres des banques (pour mémoire : Europe, accord du 23 octobre sur les 9 % de fonds propres et Suisse, accord séparé jusqu'à 19 %)

Désignation des **to big to fail**, avec plan de secours présenté dès 2012, révision une fois l'an et obligation de FP non précisée à partir de 2016, surveillance de la rémunération des dirigeants (la mythologie devient universelle) :

UBS, CS, Bank of America, Bank of China, Bank of New-York Mellon, Banque Populaire CdE, Barclays, BNP Paris-bas, Citigroup, Commerzbank, Deutsche Bank, Dexia, Goldman Sachs, Crédit agricole, HSBC, ING Bank, JP Morgan Chase, Lloyds Banking Group,

---

<sup>36</sup> Nous répétons : séparation des banques de dépôts et d'investissements

<sup>37</sup> Pays émergents : Brésil, Russie, Inde, Chine

J.M. Brandt

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

Mitsubishi UFJ FG, Mizuho FG, Morgan Stanley, Nordea, Royal Bank of Scotland, Santander, Société générale, State Street, Sumitomo Mitsui FG, Unicredit Group, Wells Fargo

Début août 2011

**pseudo-krach** de la bourse Wall Street et monde : **820 milliards** en fumée

Octobre - novembre 2011

**MF Global Holdings Ltd**, faillite. Trader depuis 1783, membre du "*Over-the-Counter Group*", agent financier mondial majeur sur les dérivées. \$ 200 millions de perte sur position de 6 milliards sur le pari de la faillite grecque, trou de 700 millions dans la comptabilité, délits d'initiés possibles.

Septembre 2012

**Loi Dodd Frank et initiative du G20** : réglementation nécessaire des dérivées et des opérations de gré à gré, lesquelles devraient répondre à une contrepartie centrale et passer par une chambre de compensation<sup>38</sup>.

**Impasse budgétaire**. Plafond autorité endettement fédéral : 14.290 milliards<sup>39</sup>, mais 3 fois le PIB US si l'on ajoute les engagements de chaque Etat, du privé et du secteur financier à la dette fédérale. Problème d'échéance : 58 % des bons du trésor échus en 2014, soit 2300 milliards en 2011, 3000 milliards entre 2012 et 2014. Déficit budgétaire : 1500 milliards, soit 10 % du PIB.

Problématique du "*fiscal cliff*" : obligation constitutionnelle début 2013 de couper les dépenses d'abord, puis d'augmenter les impôts pour diminuer la dette de 109 milliards par an, perte immédiate de 2 millions d'emplois, entrée en récession Us et du monde<sup>40</sup> Le 1<sup>er</sup> mars 2013 le Président OBAMA a lancé le programme de coût automatique de 85 milliards par année (il était parvenu à imposer aux Républicains en janvier une hausse fiscale de 600 milliards). On attend la perte de 750.000 emplois et une baisse de la croissance du PIB de 0.6 % en 2013

**G20 agricole**. Nouveau délai à 6 mois pour régler par l'autorité de contrôle aux USA l'imposition de règles plus strictes sur les matières premières.

La masse spéculative de l'échange mensuel (en totale opacité) de 200 000 milliards de \$, soit 200 x l'activité de la bourse de New-York. De 1993 à 2010, le nombre de contrats à terme sur les marchés réglementés a passé de 500.000 contrats à **65 millions**.<sup>41</sup>

Janvier - avril 2012

<sup>38</sup> Non cotées

<sup>39</sup> **1917 : 11.5 milliards, septembre 2012 : 16.400 milliards**

<sup>40</sup> Cf. L'ÉCONOMIE MONDIALE, OP. CIT.P. 26

<sup>41</sup> Un contrat équivaut par exemple à 159000 litres de pétrole, ou 51 tonnes de sucre, ou encore 136 tonnes de blé

J.M. Brandt

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

**Vœux pieux et bonnes intentions politiques** du G20. Visées de relance mondiale : engagement des pays solides financièrement à la fois de laisser le marché s'équilibrer (pas de protectionnisme), et à soutenir la demande intérieure (Mais Plan USA de relance **Dodd Frank** en panne au congrès en raison des Républicains et statut quo des intentions de Doha : 2001, négociations Organisation Mondiale du Commerce, OMC). **Faites comme je dis**, pas comme je fais.

En effet relance planifiée de la croissance en panne 3.9 % pour 2011, 3.8 % pour 2012, mais :

USA 1.6 % en 2011, 0.3 % en 2012. Septembre 2012 : **chômage stable** à 8.1 (baisse de 0.01 due aux sorties retraite !) dont 45 % des 17-25 ans, 25 % Espagne (**jeunes** : 53 %), 34 % Grèce, jeunes ?) : le développement des échanges reste en panne, il faudrait injecter 359 milliards l'an pour relancer leur cycle de croissance, et besoins de 16.6 milliards pour attaquer la famine.

18 mai 2012

**JP Morgan**. Perte de 2 milliards de \$ sur le négoce et relance le débat sur la réglementation (projet de Loi **Dodd-Frank sur la réforme de Wall-Street**, la séparation des banques selon le type de leurs activités) et, partant, de la finance mondiale). JP Morgan en tête, qui a dû absorber **Bear Sterns** et **Washington Mutual** et qui passait pour un **modèle**, refuse l'idée de la re-réglementation et taxe Bâle III d'anti-américain (FP de 8 % chez eux contre 19 % prévus). Signes de **rupture** des Alliés !

Rumeurs de 5 à 9 milliards de pertes sur la spéculation pour compte propre. James Dimon, le Président, assume, ce qui est conforme à la culture anglo-saxonne et contraire à la culture continentale. Il s'agirait de **paris indicels sur la solvabilité de grands groupes américains** pour plus de 100 milliards. Rien n'a changé, bien au contraire depuis le symptôme des **subprime** La banque, signe indubitable de problème profond, suspend son programme de rachat de ses actions (15 milliards prévus jusqu'en 2013, dont 12 en 2012 le 21 mai 2012).

Juin 2012

**Face-Book**, entrée "mitigée" de en bourse : 100 milliard. Le comble de la **dérive financière**. Position spéculative perdante de Morgan Stanley (deux milliards de pertes le lendemain ?)

Première condamnation des huiles de Wall Street depuis le début de la crise : Rajat Gupta (gradué Harvard, président de Mc Kinsey, administrateur Procter & Gamble, Goldman Sachs, milliardaire couvert d'honneurs et philanthrope, pour délits d'initiés.

L'escroquerie continue.

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

Juillet 2012

**LIBOR**<sup>42</sup>- **gate** jusqu'aux USA via Réserve fédérale de NY, possible manipulation cartellaire, entente frauduleuse dénoncée par **UBS** (!) en 2011 sous couvert de la repentance ! Les \$, "membres du cartel" assignés par la justice US : UBS, J Morgan, Chase, Barclays, avec des soupçons sur Citigroup, HSBC, Royal Bank of Scotland, Deutsche Bank.

Chine - Afrique : 20 milliards de prêts aux Etats, financement infrastructures, avec le risque de l'échange matières premières contre produits manufacturés, 166 milliards d'échanges en 2011 contre 16 milliards en 2010, 2000 entreprises **chinoises** ont investi depuis 2010, résurgence de la corruption et Chine premier partenaire.

3 août (lundi)

Panique à la bourse : Knight Capital, courtier et *market maker* de plus de 500 titres de premier ordre, menacé avec l'ensemble des places financières, suite à des erreurs de comptabilisation informatique de centaines de milliers d'opérations en bourse faites dans la journée du 1<sup>er</sup> août, (1400 emplois, 5 millions de comptes), voir ci-dessous

FED refuse d'accroître son soutien à l'économie, après **QE1**<sup>43</sup> (1700 milliards), **QE2** (600 milliards) et **TWIST** (700 milliards) : pas de QE3, croissance stagne à 1.5 % et chômage à 8%, argent facile qui profite à la bourse

6 août 2012

**Knight Capital** dans la journée :

Pendant presque une heure, le responsable ne trouve pas le bouton d'urgence pour stopper les opérations

doit payer 440 millions, soit l'équivalent des erreurs et l'entier de sa trésorerie

est repris pour le prix de la moitié du cours pourtant en chute libre lundi par le fonds Blackstone

Goldmann Sachs à la volée, puis d'autres reprennent le *market making* sur le champ

---

<sup>42</sup> London interbank offered rate, le marché arbitre chaque matin le taux d'intérêt de référence du jour (enjeu : des centaines de milliards de \$ au quotidien)

<sup>43</sup> Quantitative Easing : rachat de Treasury bills (notes de crédit à court terme du Gouvernement) contre injection de monnaie

J.M. Brandt

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

21 décembre 2012

Intercontinentalexchange (ICE)<sup>44</sup>, géant des contrats de **gré à gré** sur l'énergie à Londres, rachète la bourse NYSE Euronext (la plus grande bourse d'actions créée en 1792, symbole du capitalisme financier à all Street) pour \$ 8.2 milliards

6 janvier 2013

Budget voté, mais provisoire : retardement de deux mois du **fiscal cliff**. Dette fédérale proche de 110 % du PIB (16.400 milliards)

15 février 2013

G20 à Moscou. Guerre des monnaies, détente budgétaire, intervention auprès des banques centrales : discussion sans plus. La Suisse sur un strapontin

mars 2013

FED, QE, Twist : 3000 milliards depuis 2008, 85 milliards par mois en cours par le rachat de créances dont 45 de bons du trésor (fin 2013 la FED aura absorbé 60 % du déficit budgété, ou 3.5 % du PIB), taux plancher lié à 0.25 % tant que le chômage ne sera pas à 6.5 % et si inflation pas plus que 2 % par an. Déficit budgétaire 2013 estimé à 901 milliards

Révélation des mensonges révélés de J.P. Morgan la première banque US sur la nature de ses crédits et de ses risques des de crédits de sa division d'investissements pour compte propre : rapport d'enquête parlementaire : les positions ont passé de 51 en 2011 à 157 milliards. Le portefeuille croît de lui-même. Simultanément. ok de la FED pour le versement des dividendes des 16 banques dont J Morgan ! Significations économique, politique et éthique ?

Les BRICS créent une banque de développement dans le but officiel de se passer de la Banque Mondiale. Capital de 10 par pays, soit 50 milliards

Le Département de justice US (pas le fisc !) réclame du Liechtenstein les données statistiques relatives aux clients US dans le but de formater une possible aide administrative

La loi Dodd-Frank stipule que les paiements de plus de \$ 100.000 à des Etats étrangers par des sociétés de négoce de matières premières cotées aux USA soient déclarés. Les transactions de

---

<sup>44</sup> Deuxième bourse de contrats à terme (futures) après CME, Chicago  
J.M. Brandt

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

gré à gré de dérivées notamment pour la protection de fluctuations de cours (swaps) devront être annoncées (projet)

avril 2013

*Offshore-leaks* de l'*International Consortium of Investigative Journalists* de Washington : enquête journalistique sur la « planète off-shore » : 120000 sociétés écrans dans le monde avec 2.5 millions de données, pour la première fois d'autres paradis fiscaux sont mentionnés (pas le Delaware aux USA), avec pour la Suisse 300 personnes et 70 sociétés, 2900 sociétés sous UBS à Singapour, 103 sociétés grecques, 2 sociétés de François Hollande, évasion estimée à 1000 milliards d'Euros par an à la seule Europe. Attention : USA tiennent la première place des off-shore !!!

Rapport CNUCED - EPFZ : 60 % des transactions sur les matières premières (pétrole, sucre, blé, maïs, soja) sont sans lien avec un événement réel et le bras de levier peut dépasser entre 50 et 85 %, mettant en doute officiel le dogme officiel de l'efficacité de marchés !!!

Le Luxembourg et Vienne (avec quelques simagrées) se déclarent prêts à l'échange automatique des données bancaires sous pression US. La Suisse est isolée pour la pratique cas par cas ? *Foreign Tax Compliance Act* de 2010 (FATCA) : information sur tous les comptes à l'étranger des citoyens et des résidents US. Sur base de la clause de la nation la plus défavorisée, toutes les nations européennes en bénéficieraient. Coût estimé de l'évasion en Europe : 1000 milliards par an

La Suisse accepte l'échange automatique des données bancaires avec les USA (FATCA) : toutes les données bancaires des citoyens et résidents US pourront être passées au crible sans passer par les Gouvernements ou les processus d'entraides et aux frais des banques et de leurs clients dès janvier 2014, sauf les Banques cantonales et les caisses de pension et que le nom du client ne sera pas forcément livré

Réponse « justificative ? » du CF dans les journaux suisses : En fait il s'agit de l'échange à la demande et non pas automatique, mais un standard à cet égard n'est pas prêt de s'imposer, car les places financières d'Amérique et d'Asie s'y refusent (*level playing field*), par exemple sur la question de l'ayant-droit économique final sur lequel la Suisse est le seul pays intransigeant et depuis longtemps. De plus il y a le risque des conséquences de l'inégalité de traitement entre les suisses et les étrangers Selon la CF art. 13, la sphère privée de tout citoyen est protégée dans sa sphère privée contre tout emploi abusif des données, mais le secret bancaire ne doit pas servir à protéger fraudes et infractions fiscales graves (voir la Loi sur la protection des données, le CC et la Loi sur les Banques art. 47).

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

Fannie Mae et Freddy Mac, aux mains de l'Etat, et d'autres appliquent la règle de 20 % de fonds propres et une solvabilité établie. La quasi-totalité des hypothèques accordées en 2012 (1600 milliards) sont garanties par l'Etat fédéral !!! Une amende de 9.3 milliards a été payée au Gouvernement pour avoir procédé à des saisies de maisons frauduleuses !!! Des montages *hedge* pour plus de 20 milliards ont été conclus en 2012 (*Commercial mortgage backed securities*)

L'US *Commodities Futures Trading Commission* (CFTC), agence fédérale chargée du contrôle des marchés des matières premières, dans le cadre du *Dodd-Frank Act*, promulgue des règles de transparence destinées à diminuer l'impact des grands négociants, dont 72 règles qui touchent «70 % du travail», avec les conséquences pour Genève et la Suisse devenues les plaques tournantes de ces sociétés

20 avril : les ministres des finances du G20 ont décidé que les ayants-droit des trusts et permettre la réciprocité. Invitée par la Russie, la Suisse fait figure de mauvais élève dans le cadre de l'échange automatique, qui relève de l'OCDE et du GAF, mais dont le G 20 estime qu'il doit devenir la norme internationale !!!!

23 avril : le Dow Jones a perdu 136 milliards avant de remonter en une minute. C'est l'équivalent de la perte du 6 mai 2010 (700 milliards de pertes). En cause : les algorithmes informatisés à la réponse de 1 ou 0 !!!

Les paradis fiscaux britanniques passent un accord avec Londres pour l'échange automatique des données, Londres qui partagera ces données avec la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne dans le cadre de FATCA, y compris quand le compte est détenu indirectement. En fait plusieurs de ces entités avaient fait le même choix que la Suisse à savoir l'imposition à la source !!! Mais on ne connaît pas, dans certaines juridictions le nom de celui qui a ouvert le trust, alors qu'en Suisse le bénéficiaire final est rigoureusement répertorié. Problème lorsque le bénéficiaire du trust aux Caïmans est une société domiciliée à Panama ??? Et dans les Îles Vierges par exemple, les comptes en banque présents n'y sont pas répertoriés ??? Et qui dit alors que l'ayant-droit est une société off-shore ???

30 avril : chômage US : 7.5 %, le plus bas depuis 2008 !!!

*Fiscal cliff* : coupes budgétaires automatiques, soit réduction de dépenses de 55 milliards, ou 0.3 % du PIB en 2013 alors que la croissance anticipée des bénéfices est de 10 % et que PIB prévu à + 2.5 à 3 % mais insuffisant pour réduire le chômage à 6.5 % le but de la FED

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

mi-mai 2013

Scandales accumulés sur le président Obama, en particulier sur l'IRS<sup>45</sup> qui aurait défavorisé les demandes d'exonération des associations du Tea-party, affaiblissent et la présidence et l'autorité fiscale au pire moment de la crise, celui où un signe de retournement de la situation apparaît. Le vrai problème est évité

Bourse : depuis début 2013, l'indice des principales entreprises a pris aux USA plus de 18 % et au Japon plus de 44 %. Alors que depuis l'annonce des mesures monétaires le yen est en baisse de 16 % / \$ et de 14 % E, le PIB japonais premier trimestre a augmenté de 3.5 %.

### 5.3.3 COMMENTAIRES

#### En général

**Interventionnisme** dans l'absolu de la Vérité libérale, crise de **cohérence** et de **crédibilité**. Inventions des leurres du **to big to fail** et du **risque systémique**. Confirmation antidémocratique, crise du lien politique de confiance avec la **rule of exception (Patriot Act)** et l'**interventionnisme** massif. Nous sommes dans une rupture non avouée, non explicitée, prie, soignée par le mal lui-même, car le diagnostic n'es pas posé. Il s'agit toujours d'une crise purement financière et la crise, la vraie a été évitée !

Le rapport de la **Commission parlementaire** US présidée par le sénateur Rubin de 600 pages présente deux conclusions qui apparaissent comme des symptômes-repères de la crise :

Le plus grand vol qu'on ait jamais pu imaginer dans l'histoire,

Ce cas montrera si la justice américaine est capable de juger d'après les faits, et non pas d'après les individus qui sont derrières les faits<sup>46</sup>

L'escroquerie continue aujourd'hui et coûte de plus en plus cher.

Je t'aime moi non plus ou les accusations protectionnistes américaines contre la Chine<sup>47</sup> au risque de la crédibilité, de l'autorité naturelle et de la confiance.

---

<sup>45</sup> Le fisc US

<sup>46</sup> Synthèse personnelle

<sup>47</sup> ETWAREEA Ram, Washington accuse l'automobile chinoise de concurrence déloyale et Pékin contre-attaque, Le Temps, 18 septembre 2012

J.M. Brandt



## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

Attitude **américaine** de **leader** : garantie des dépôts, gel liquidités bancaires, apport en quasi-capital aux banques, mariages forcés, augmentation dépense publique, réduction des impôts, coordination en G20, **partenariat** mondial proposé. Sans succès

La tension de crise : contradictions et collisions d'enjeux apparaissent flagrants sur la scène de l'économie de marché **mondialisée** et innervée par la **télécommunication** : la culture financière au risque de l'économie, le court terme au risque du long terme, la contradiction au risque de la crédibilité, le mal par le mal au risque de l'aggravation (contagion), l'habitude au risque du jugement et de l'opinion, le tort moral au risque de la justice, l'impérialisme au risque de perdre la face. Les symptômes de la crise révèlent l'abandon substantiel de la loi libérale de l'offre et de la demande jusqu'ici présentée comme Vérité absolue (Loi du marché ou capitalisme) devant s'imposer sur la scène mondiale à l'ensemble des acteurs, y compris les BRICS<sup>48</sup> ou Pays émergents.

Les pays émergents poursuivent leur différenciation, à titre de référence le taux de croissance des pays les plus dynamiques (taux de croissance de 2011 à 2015)<sup>49</sup>, en % :

- Chine                    de 9.5 (2011) à 7.8 (2013)
- Inde                     de 7.8 (2011) à 5.4 (2013)
- Russie                  de 4.3 (2011) à 3.9 (2013)
- Brésil                    de 2.8 (2011, 2010 : 7.5) à 1.9 (2013)

C'est naturellement l'une des conséquences positives de l'économie de marché globalisée : le développement économique s'accélère dans la majorité des populations défavorisées. Les conséquences cependant n'ont fait l'objet d'aucune prise de position planétaire,

#### **En particulier**

Aux réactions de pompier américaines qui sauvent le système bancaire et en partie l'industrie automobile (stopper la désindustrialisation) tout en faisant l'impasse sur la contradiction qui torpille le dogme de l'économie de marché (la **Vérité** ou loi absolue de l'offre et de la demande) et laisse en l'état la rupture (cassure ?) de l'image de leader ou de norme absolue, répondent des prises de position technique au plan européen. C'est comme si les 27 considéraient le *subprime* comme une spécificité américaine, tout en étant conscient de l'impact sur leur propre système bancaire évidemment contaminé

---

<sup>48</sup> Brésil, Russie, Inde, Chine

<sup>49</sup> Prévisions en 2012

J.M. Brandt

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

L'autorité de surveillance européenne des marchés (ESMA) propose le projet de directive EMIR<sup>50</sup> sur les **opérations de gré à gré** : il est prévu un contrôle **dual** (Etat et Bruxelles) avec une chambre de compensation. Un collatéral transparent devra garantir les positions et un registre les regrouper. Les marges devraient baisser de 40 %, sans compter le coût des fonds propres selon Bâle III et les **CDS** devraient en être substantiellement affectés<sup>51</sup>

Le rôle des bourses est donc remis en question par rapport au dynamisme des opérations de **gré à gré**<sup>52 53</sup> pour lesquels il n'y aurait pas besoin de bourse, mais d'une chambre de compensation surveillées par les autorités régulatrices : les garanties de traitement et de récupération seraient certes indispensables. EMIR ne donne pas les détails de fonctionnement de la chambre qui aurait dû progressivement entrer en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2013

L'Europe reste passive dans la pratique et n'anticipe pas la contagion. On argue du fait que le \$ est politique, et conditionné pour soutenir l'hégémonie américaine, notamment en regard du yuan chinois. Pourtant, pour la première fois, la crise financière est clairement **économique** et **sociale**

La perte de **confiance** se renforce par effet pervers de réciprocité. En outre les plans de relance économique fusent aux USA, en Angleterre, qui font le pari de la croissance. Les Européens, au contraire des USA, décident la rigueur et l'imposent (Grèce). Fractures dans le partenariat et la gouvernance mondiaux, aggravation de la perte de crédibilité et de la confiance au plan global.

Démonstration est faite de la non-valeur, mieux : de la **contre-valeur de la finance** et des risques économiques, sociaux et politiques qu'elle entraîne alors qu'elle devrait être au service de l'économie, etc.

#### Résultats

USA :

Le chômage s'est maintenu vers les 7.5 % (en réalité 19%) et sa durée a augmenté tandis que les jeunes sont de plus en plus touchés

Le déficit budgétaire a baissé de 10 % du PIB en 2009 (1400 milliards) à 7.6 % en 2012 (essentiellement par des coupes dans les dépenses), tandis que la dette fédérale a passé de 65 % du PIB en 2007 à 105 % en 2012

---

<sup>50</sup> Equivalent européen du *Dodd-Franck Act* américain

<sup>51</sup> Le marché concerné est évalué à \$ 650 milliards et le bénéfice des banques y afférent à 13 milliards

<sup>52</sup> *Over the counter*

<sup>53</sup> Le Temps, La place des bourses est remise en cause, 13 août 2012

J.M. Brandt

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

Depuis le début de la reprise mi 2009, la croissance a été de 2.2 %, pour ralentir à 1.2 % en 2012 et se situer en-dessous de son potentiel d'avant la crise (- 6%)

Les **inégalités** sociales se sont fortement accrues : le 1 % des plus riches s'est approprié le 93 % de l'augmentation des revenus<sup>54</sup>

L'**inflation** produite par l'augmentation illimitée de la masse monétaire est provisoirement évitée par la stérilisation de ces mêmes liquidités sous forme de dépôts rémunérés des banques auprès de la FED : contradiction existentielle !

L'opération **TARP** a provisoirement sauvé le système bancaire. Le coût pour l'Etat est largement déficitaire si l'on tient compte de la recapitalisation de l'ensemble des banques. Depuis 2009, les fonds propres des 19 plus grands groupes financiers américains ont augmenté de 81 %, mais ceux-ci refusent toujours Bâle III.

Le **Dodd-Franck Act**, opération de réglementation éprouve un succès plus que mitigé

Les élections du 6 novembre 2012 n'ont visiblement pas changé la donne financière et économique

#### **Conclusion**

L'institution américaine prend ses responsabilités, agit vite et efficacement, au risque de la perte d'image due à l'incohérence manifeste entre la **Vérité** prônée du libéralisme et la réalité de l'interventionnisme. Elle échoue dans la "leçon au monde" (G20), en particulier vis-à-vis de l'Europe. C'est la rupture du «**principe de Vérité**». En pratique on a réussi à maîtriser les effets immédiats (financiers) de la crise, on a échoué jusqu'à ce jour à sortir de la crise économique avec un chômage hors côte d'alerte persistant et une désindustrialisation accélérée, les faillites croissantes des Etats américains, l'accroissement de la dette, le retour à la dérégulation sauvage (*hedge, over the counter*, pas de diagnostic, pas de retour à l'éthique, Bâle III refusé aux USA

Les BRIC ont compris, continuent à jouer le jeu de l'économie de marché et la balance économique penche désormais du côté chinois. Ceux-ci rachètent à tour de bras industries occidentales en difficultés et terres arables en Afrique.

Crédit toxique et absence de transparence ont conduit à la crise de la liquidité, laquelle a été soignée par la technique financière. Le mal persiste et s'aggrave. La confiance a disparu jusqu'au niveau du principe de vérité économique

La Suisse est attaquée systématiquement pour quatre raisons :

---

<sup>54</sup> Cf. L'ÉCONOMIE MONDIALE, OP. CIT. P. 29

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

- Elle oppose une attitude juridique (le droit) aux attaques politiques (la force) : problème culturel diagnostiqué depuis l'affaire des Fonds juifs
- Elle offre un potentiel unique de richesse (le premier dépositaire de la fortune mondial)
- Elle est exposée (vulnérabilisée) ensuite du comportement criminel (selon le Droit suisse entre autres) aux USA notamment
- Elle a choisi la mauvaise politique de la chaise visite à l'OCDE en 2008, lorsque commençait la négociation sur les paradis fiscaux et que se mettaient en place les dispositifs de chasse et elle s'est isolée de ses alliés naturels (UK, AELE)

#### 5.3.4 TRAVAIL DE GROUPE

Expliciter trois événements et trois mesures de la phase 2 de la crise qui vous paraissent les plus significatifs

Identifier le «*principe de crise*» de la phase 2 et commenter en termes de valeur

Définir *opérations de gré-à-gré, Fonds souverains, asset-backed-securities, mortgage-backed-securities, collateralized-debts-obligations, risque systémique, to big to fail, lignes de trading personnelles, mortgage-backed-securities, Credit default swaps, rule of exceptio (Patriot act)* et expliquer leur signification des points de vue finance, économie, démocratie, éthique, philosophie

Analyser les articulations finance-économie, économie-éthique, économie-culture, culture-religion et leur évolution à la lumière de la phase 2

Exprimer une opinion personnelle sur la signification de la phase 2 aux points de vue éthique, philosophique, spirituel et au sens de la "*particularité helvétique*"

#### 5.4 CRISE FINANCIÈRE PHASE 3

##### 5.4.1 GÉNÉRALITÉS

La phase 3 de la crise est la pandémie : la crise financière s'étend à l'Union Européenne (les 27), à commencer par l'Union Economique et Monétaire (les 17) et en tout premier dans les pays du Sud. C'est la Grèce qui est la première à être touchée, en réalité ce sont les banques françaises et allemandes qui sont mises en péril par leur exposition sur ce pays.

La stratégie est celle du Cheval de Troie : elle consiste à substituer au Gouvernement grec et à son autorité une troïka extérieure (Commission européenne, Banque Centrale européenne, Fonds Monétaire International) qui décide des mesures politiques, économiques et financières en échange  
J.M. Brandt

29 mai, 5, 12 juin

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

de l'aide financière de ses mandants. Le but est peut-être de sauver la Grèce de la débâcle financière et économique. Il est certainement de montrer à tous ce qu'il y a lieu de faire et de ne pas faire en transformant la Grèce en laboratoire vivant et de permettre aux banques françaises avant tout de se sauver. C'est que avec elles sont impliqués les réassureurs de crédit, jusqu'à Wall-Street. De ce point de vue le risque est que le système financier s'écroule. Grâce à la stratégie du cheval de Troie, le risque redevient gérable : la Grèce ne représente que 3 % du PIB européen et sa symbolique culturelle est porteuse pour tous.

Le problème est que la crise est devenue culturelle en ce sens qu'on ne change pas la mentalité d'un peuple, en particulier celui-ci qui est l'une des matrices de l'Occident et qui est très centré sur son identité. Avec le paradigme de la crise de la dette qui est mis en exergue par l'UE en Grèce et la présence du cheval de Troie à Athènes, on assiste à la rupture du «**principe de souveraineté**» : une nation peut désormais perdre toute autorité, fût-elle une démocratie et casser le lien de confiance qui la relie à ses citoyens et au monde extérieur. Le signal est clair : la rupture peut intervenir dans n'importe quel Etat souverain qui ne prendrait pas les mesures que la Grèce a trop tardé à prendre.

La phase 3 de la crise est le changement de paradigme qui consiste, après avoir passé de la rupture du «**principe de confiance**» à celle du «**principe de Vérité**», à entrer dans la rupture du «**principe de souveraineté**» qui est le fondement des Nations occidentales et de l'idéologie démocratique, on admet que la priorité politique est le rétablissement de finances saines.

#### 5.4.2 REPÈRES HISTORIQUES

Mai - octobre 2010

##### **Premier plan d'aide à la Grèce**

Dette grecque (au départ) : **327** milliards

Aide : **110** milliards. Emprunt géré par la Commission européenne (indépendant des fonds de stabilisation : FESF, MESF)<sup>55</sup>, prévu se déployer sur 3 ans (Commission 20, FESF 60, FMI 30), en échange d'un plan d'austérité, sous **compétence** de la troïka des créanciers (Commission européenne, BCE, FMI)

Juillet 2011 - mars 2012

Du **Cheval de Troie** grec au **laboratoire PIIGS**<sup>56</sup> ou les "malades" de la zone euro. Pic attendu de l'endettement pour l'ensemble des Etats de la zone euro en 2012 : 88.7 % du PIB (contre

---

<sup>55</sup> Fonds Européen de Stabilisation financière (Luxembourg), Mécanisme Européen de Stabilisation Financière (à entériner après décision en septembre 2012 de la Cour constitutionnelle quant à sa constitutionnalité. Voir par. 4.2.7

<sup>56</sup> Acronyme adopté en 2008 pour Portugal, Irlande (Italie), Grèce, Spain !  
J.M. Brandt

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

66.3 en 2007). Considéré provisoirement hors PIIGS : la France, dette 1700 milliards (86 % PIB ; 1147 et 66.8 % en 2005

**PIIGS**, endettement : Italie 1900 milliards, Grèce 360 milliards, Espagne 1200 milliards (hors PIGS : France 1900 milliards)

En comparaison, la dette publique allemande 2010 totale atteint 2000 milliards d'euros, ou 78 % du PIB, et déficit budgétaire 3.5 % du PIB

La Grèce vend la partie marchande du port du Pirée à la Chine, introduisant cette dernière dans l'Espace Schengen. Quid de son orientation politico-économique ?

Septembre 2011

#### **Deuxième plan d'aide à la Grèce**

**130** milliards, moyennant une **invitation** aux banques privées de twister les échéances sur le long terme avec une décote contractuelle (volontaire !!!) de **21 %**<sup>57</sup> (soit 37 milliards). But réduire l'endettement grec à 130 % du PIB

N.B. : Un effet pervers de la dette grecque : l'importance de la contribution "volontaire" des banques à twister la dette grecque, moyennant le renoncement à 21 % du nominal, vient du fait qu'un défaut par constatation d'insolvabilité (pour 21 % par exemple), soit une faillite, provoquerait la **suspension immédiate et automatique des assurances *Credit Default Swaps*** (CDS), contractés au fil du temps par les banques européennes auprès des banques US. Explosion du système financier !!!

Fin septembre 2011

Rendement des obligations grecques sur 0 ans : 25 %, jusqu'à 46 % ! Dé-crédibilisation du système et des mesures prises pour le sauver

#### **Troisième plan d'aide à la Grèce en réserve**

Dégager les banques centrales de la dette grecque, éventuellement renoncer au lien grec à l'Euro

20 mai 2012

Signes structurels (20 mai 2012) : chute des bourses en moyen 4 %, baisse du pétrole, refinancement Grèce à 10 ans 28.5 %, de l'Espagne 6.25 %, de l'Italie 5.8 %, de la France 2.84 %, de l'Allemagne 1.42 % !!!

---

<sup>57</sup> Contre 50 % en réalité

J.M. Brandt

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

17 juin 2012

Elections législatives en Grèce le (pour la seconde fois). Farce démocratique, mais les trois partis au pouvoir s'entendent (économies supplémentaires : 11.3 milliards (pour la façade ?)

Lundi 23 juillet 2012

Suite doutes officiels et "pédagogiques"<sup>58</sup> de la troïka sur l'objectif de réduire la dette de 165 à 120 % du PIB en 2020, rumeurs d'abandon de la Grèce par le FMI et annonce de la montée des dettes européennes (88.2 % du PIB contre 87.3 % fin 2011): mini-krash boursier

27 novembre 2012

Accord de la Grèce avec ses créanciers après 13 heures de négociation (ministres des finances de l'Euro-groupe, présidente BCE, DG FMI) : en 2020, dette 124 % du PIB<sup>59</sup> (contre 120 % convenu lors du deuxième plan de sauvetage de 130 milliards de février 2012), nouveau budget d'austérité 18 milliards économies supplémentaires d'ici à 2016, enfon passer à l'acte par suppression de 125 000 postes fonctionnaires, injection de 44 milliards cash jusqu'au 31 mars 2013, rachat de 40 milliards de dettes (idem pour Portugal, Irlande), avec - 6.5 % de déficit budgétaire prévu en 2012, 3.5 % en 2013 et perspective que les créanciers privés renoncent à 107 milliards (décote). Selon es économistes, pour atteindre le but, la Grèce devrait faire des excédents budgétaires de 4 % depuis 2016

Le taux à 10 ans pour la Grèce s'est détendu (en-dessous de 10 % !!!)

Janvier 2013

Qatar et Grèce envisagent un fonds commun d'investissement destiné aux infrastructures, chacun E 1 milliard, comme conclu peu avant avec l'Italie pour 2 milliards

#### 5.4.3 COMMENTAIRES

La Grèce a épuisé sa capacité de coupes dans les dépenses (au niveau de la classe moyenne seulement), sans amorcer la croissance : elle est en récession depuis 7 ans. Le mouvement de réforme, piloté par l'étranger, a démotivé et n'a pas pris sur les questions de fond. Problème de mentalité. Les extrêmes politiques, durs, risquent de gouverner le pays depuis les élections de juin 2012

La Grèce oscille entre son destin oriental et les avantages à court terme de son intégration à la Zone Euro. Une sortie de l'Euro, sans expulsion de l'UE est économiquement possible. Les dommages collatéraux sont incalculables (mais maîtrisables) et le rôle de cobaye attribué à la Grèce, moyennant perte de souveraineté (archétype du **Cheval de Troie** occupé par la Troïka)

---

<sup>58</sup> Sic

<sup>59</sup> La Grèce atteindra 175 % en 2016

*J.M. Brandt*

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

ne porte pas **économiquement** à conséquences vu que la Grèce fournit seulement 3 % du PIB européen

Le jeu du **Cheval de Troie** consiste à occuper le terrain et à expérimenter les limites en vitrine ou exemple pour les Européens. La classe moyenne grecque, les retraités, les malades et les jeunes en font les frais sans que l'Institution (pléthore de fonctionnaires inutiles, défaut de registres publics, passe-droits généralisés, ni la mentalité (pas le sens de la solidarité sociale et de structure fiscale, mais sens aigu de la solidarité familiale).

La finance internationale, suivie du politique, inventent le **risque de défaut** pour la Grèce, afin d'éviter une situation de faillite qui entraînerait dans la minute et en priorité celle des banques créancières (françaises, mais aussi allemandes), puis quasi simultanément celle des brokers américains ou compagnies de réassurance crédits, risquant de provoquer la chute de Wall-Street et de la structure financière mondiale. Dans l'intervalle les banques grecques risquent la faillite faute de liquidités, les clients retirant en masse leurs dépôts (700 millions par jour depuis deux jours le 19 mai 2012) et les intérêts de la dette atteignant 7 à 8 fois ceux payés par l'Allemagne.

Pénurie de médicaments, les firmes exportatrices n'étant plus payées depuis deux ans et rupture des soins hospitaliers pour ceux qui ne peuvent pas les payer cash. Pendant ce temps, le gouvernement ne prend pas toutes les mesures nécessaires (cadastre, renvoi de la moitié inutile des fonctionnaires, imposition de l'Eglise hors culte) mais laisse aller les infrastructures et ponctionne les salariés déclarés et les rentiers. C'est un problème de mentalité et on ne la change pas en une génération. D'où l'occupation du Cheval de Troie.

La stratégie du **Cheval de Troie** est pratiquée par l'UE au risque de décrédibiliser la démocratie et l'Etat souverain et de créer un précédent pour l'Europe. En ligne de visée : ou bien passer à **l'Europe budgétaire et fiscale** au coût de la souveraineté, ou bien laisser dériver les pays du Sud jusqu'à la rupture devenue inévitable du lien monétaire et politique (*we are sorry, you know, but...*)

Le paradigme ou «**principe de souveraineté**» est remis en question et, partant, la **démocratie**. C'est l'image de l'Occident et de ses valeurs millénaires qui est mise en cause sur la scène mondiale. On passe avec la phase 3 de la crise de l'endettement à la crise de la dette souveraine, au risque de l'Etat de droit souverain et démocratique et de l'acquis social, et au mépris de la justice ou de l'équité

#### 5.4.4 TRAVAIL DE GROUPE

Commenter l'accord du 27 novembre 2012. Décrire l'enjeu pour la Grèce, l'UE, les tiers

Identifier le «**principe de crise**» de la phase 3 et commenter en termes de valeur



## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

Définir **Cheval de Troie**, **laboratoire PIIGS**, **Credit Default Swaps**, **Europe budgétaire et fiscale**, et expliquer leur signification des points de vue finance, économie, politique, éthique, philosophie

Analyser les articulations finance-économie, économie-éthique, économie-culture, culture-religion à la lumière de la phase 3

Définir les principaux paradigmes culturels et identitaires de la Grèce et de l'Occident

Situer ces paradigmes à partir des éléments financiers apparus sur la scène de la mondialisation et évaluer leur évolution à la lumière de la phase 3

Exprimer une opinion personnelle sur la signification de la phase 3 aux points de vue éthique, philosophique, spirituel et au sens de la "**particularité helvétique**"

## 5.5 CRISE FINANCIÈRE PHASE 4

### 5.5.1 GÉNÉRALITÉS

Avec deux années de retard sur les USA, l'UE, qui est prise dans le triple problème de la chute de la croissance US, de la crise de l'endettement de ses banques qui devient celle de ses Etats avec la menace qui pèse sur leur souveraineté en raison de leur endettement accéléré, entreprend des travaux de laboratoire concentrés sur les plus petits d'entre eux : les **PIIGS** (Portugal, Islande, Irlande, Grèce).

Elle envisage dans une certaine confusion des mesures au plan plus général. Les raisons de ce manque d'anticipation par rapport à une situation pourtant devenue évidente depuis la rupture du «**principe de confiance**» (phase 1 de la crise) et la traduction technique du phénomène en termes de rupture des **liquidités bancaires**, tiennent dans les facteurs suivants :

- écran de fumée de l'Euro sur la gravité des tensions économiques et financières internes
- gesticulations à propos de l'intégration fiscale et budgétaire avec l'arrière-pensée de l'aide allemande
- absence de leadership tant national que supranational
- diktat technologique et culturel de la finance

**UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE**  
*La crise, suite et ...la Suisse ?*

- stratégies de la commodité : leurres avec les petits pays, boucs émissaires dont la Suisse

Le couple franco-allemand jusqu'ici modèle et moteur de l'intégration passe au mode de concubinage dans lequel la France gesticule et s'aplatit, perd de son autorité. Le couple a perdu en légitimité. Les 17 comme les 27 jouent la stratégie de la pseudo-procuration. Le paradigme n'est plus la solidarité, mais la rupture du **«principe de solidarité»** sur lequel repose le pari de l'intégration européenne et celui de son pendant technique : la monnaie unique.

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

#### 5.5.2 REPÈRES HISTORIQUES

2011

**FESF** : fonds de secours d'urgence et transitoire, doté à hauteur de **440 milliards**<sup>60</sup>, garantis par les 16 membres de l'UEM au prorata de leur capacité contributive pour des émissions obligataires en faveur des Etats membres (dont à l'origine Grèce, Portugal, Espagne !)<sup>61</sup>

Le FESF a été ouvert en liaison avec deux autres facilités de crédits prises dans le cadre du futur **MESF**, soit :

- **60** pris dans le cadre du **MESF** par la Commission européenne sur son budget, pour droits de tirage (à ne pas dépenser) répartis entre les 27 membres de l'UE,
- **250** par le Fonds Monétaire International (**FMI**)

En octobre 2011, le montant limite d'utilisation a été abaissé à 440 milliards, dont utilisation à ce jour de **142** milliards pour Grèce, Irlande et Portugal.

2012

**MESF** : cadre ou filet de facilités de crédits qui fait appel aux ressources communes à l'Union européenne et au Fonds Monétaire International au prorata des capacités contributives des membres, destiné aussi bien à assurer la stabilité de la Zone euro (17 membres) que celle de l'Union Européenne (27 membres). Le MESF est destiné à tirer l'ensemble de l'UE vers une indispensable et trop longtemps repoussée **intégration budgétaire et fiscale**, condition sine qua non pour transformer l'**Union Economique et Monétaire (UEM)** en une véritable union économique et faire de l'**Euro** un réel instrument monétaire. Il s'agit ni plus ni moins de passer à l'intégration des politiques fiscales et budgétaires, ce qui ferait renoncer à la règle sacrosainte de l'**unanimité** avec à la clé la perte des ultimes **compétences** nationales. Le MESF est destiné à devenir le futur **Fond monétaire européen** qui, sous la forme d'une banque, permette de concrétiser enfin la solidarité économique et financière entre ses membres. Prévu à l'origine pour 2013, la gravité de la situation le fait envisager pour 2012.

**En résumé le MESF**, créé par les 16 Etats membres de l'Union Economique et Monétaire répond à deux besoins d'importance et de priorité différentes :

---

<sup>60</sup> Ce sont les 750 milliards du MESF qui ont été abaissés à 450 milliards

<sup>61</sup> 119.4 milliards par l'Allemagne, 89.7 par la France, 78.8 par l'Italie, 12.4 par la Grèce, 4.4 par la Slovaquie  
J.M. Brandt

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

- venir en aide à des Etats membres de la zone euro avec ses ressources propres (**750** milliards)<sup>62</sup>, le Bureau Allemand pour la Gestion de la Dette étant (sous l'égide de la Deutsche Bank), compétent pour émettre des emprunts, et garanti à 120 % par ces mêmes Etats
- consentir des prêts aux Etats membres et recapitaliser en direct les banques
- agir avec 85 % de oui des membres, mais prisonnier des grands pays contributeurs (Allemagne : 27 %, France : 20 %)
- devenir le pôle d'unification financière et économique de l'Union européenne tout entière.

Le MESF est créé dans le cadre du nouveau **Traité de Lisbonne**, avec un paquet de directives européennes (6 en tout) qui renforceront la gouvernance sur la fraude et la manipulation statistique (suite à l'"*affaire grecque*" avec Goldman Sachs), sur des amendes en cas de dérapage budgétaire et sur la mise en œuvre de sanctions automatiques en cas de déséquilibres macroéconomiques. Principe de la majorité renversée, avec droit de veto possible après quorum. Perte décisive de souveraineté des Etats-membres, au détriment des petits et en faveur des grands. Capital de dotation : 500 milliards

Le MESF est programmé pour prendre le relai du FESF créé en attendant

Critique de l'approche :

Le fonds d'amortissement ne servira qu'à financer la part d'endettement dépassant le 60 % du PIB, mais le volume total de cette dette excédentaire atteint **3.088 milliards** fin 2012. Dès 2013 les 27 membres, à un taux d'intérêt de 2.5 % sur 25 ans, ne devraient plus contracter de nouvelles dettes et dégager un excédent budgétaire de 1.7 % du PIB afin de financer l'amortissement

Une solution possible est abordée sans suite : que les banques demeurant solvables (au besoin grâce à l'aide internationale comme pour l'Espagne) empruntent les liquidités auprès de la BCE pour ensuite acquérir les obligations de leurs propres Etats, emprunts qui serviraient de garanties auprès de la BCE. Les banques seraient coupées de leurs marchés et nationalisées, mais le système tiendrait les quelques dix années nécessaires pour l'assainissement et le redémarrage de la croissance : "la faillite de l'Etat serait évitée tout en maintenant la pression pur qu'il se réforme et assainisse son budget."<sup>63</sup>

12 septembre 2012

---

<sup>62</sup> Qui sont de nouvelles dettes des Etats membres

<sup>63</sup> Extrait de UBS Investor's guide, 6 juillet 2012. p. 7-9

J.M. Brandt

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

La cour constitutionnelle allemande juge le futur MESF conforme à la constitution et aux traités européens. Le marché réagit légèrement à la baisse le lendemain de cette annonce présentée depuis des mois comme décisive.

juin 2011

Création envisagée d'une **agence indépendante** de politique fiscale européenne, prévention des déficits internes de compétitivité et de leurs différentiels. Visée difficile vers une **union** économique et monétaire.

Août - octobre 2011

Diagnostic pour la première fois des risques **ETF**<sup>64</sup> et **dérivées** FMI, BRI, FSB : le risque systémique sur les **ETF** et les **dérivées**, notamment qui reposent uniquement sur des constructions de swaps, avec conflit d'intérêt entre émetteur et fournisseur qui appartiennent au même établissement, risque utilisation actifs illiquides, une seule contrepartie interne, avec une nuance pour les **ETF** : principale innovation financière en matière de **titrisation**, qui seront des produits de référence du marché en raison de leur simplicité, faible coût, transparence

24 septembre 2011

**Bâle III** : Comité de Bâle lance l'examen " le plus intrusif de l'histoire" pour mesurer le rapport entre les fonds propres et le risque (**liquidity coverage ratio**), cœur de la réforme Bâle III, qui doit être de 7 %, devra monter à 10.5%, avec une possibilité de le faire doubler

Jusqu'à 19 % pour les banques présentant un risque systémique (28 établissements ? d'ici à 2019). Sur 263 banques, 54 % ne seraient pas dans la zone, soit un *manco* d'actifs liquides de **1.73 trillions** au 31 décembre 2009

Cas d'école : **Dexia** (France, Belgique, Luxembourg), après rachat d'un rehausseur de crédits US (Financial Security Assurance) et d'une banque turque, risque immédiat de démantèlement, ou faillite, malgré première intervention et recapitalisation en 2008, dont garantie de la Banque Postale de 140 milliards, et malgré les **stress tests** communautaires passés avec succès en juillet. Le déclin est l'exposition au Portugal, Irlande, Grèce, Espagne en % du capital-actions : Dexia 250 %.

A titre de comparaison : KB 175 %, Unicredit 75 %, BNP Paribas 65 %, Santander 60 %, Société Générale 40 %, CS 10 %. Le **besoin total immédiat de recapitalisation** pour les banques est estimé à **140 milliards**. Ce montant comprend Bâle III à 9 %. Il est largement sous-estimé, car il ne tient pas compte de facteurs croissants en importance de **risque systémique** : dépôts et

---

<sup>64</sup> *Exchange traded fund* : un fonds répond de l'incorporation papier d'un contrat sur matières premières (or)  
J.M. Brandt

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

garanties **croisées** des banques, des assurances, des assurances avec les banques, risque de contrepartie et de **hedging**, opérations **hors bilan**, **swaps**, **over the counter**.

21 - 23 octobre 2011 **sommet européen, ENVISAGE** :

- réactualiser les décisions du 21 juillet sur la Grèce (second plan de sauvetage) pour 160milliards,
- forcer une **décote** de 60 % de la dette
- modifier la règle de l'unanimité au Traité
- recapitaliser les banques à hauteur de **300** milliards (pour atteindre le ratio Cook de 9 %)
- entrée en vigueur début 2012 du **MESF** avec une capacité d'emprunt de 500 milliards
- transformer le FESF en banque et le faire financer par la BCE à hauteur de **2000** milliards
- transformer le FESF en **institut de garantie souveraine des crédits bancaires**.
- établissement d'une surveillance budgétaire

**Cacophonie** dans l'appréciation du risque :

Besoins en recapitalisation des banques pour la Grèce :

115 à 132 milliards selon S & P (basé sur les stress tests et ne comprend pas la valeur marché des emprunts souverains à long terme !). 220 milliards selon le CS pour l'ensemble des banques de la zone euro. 200 milliards d'euros selon le FMI pour idem

21 octobre

**AAA** de la **France** placée sous surveillance par Moodies. Cela n'a rien de sorcier ni d'inattendu, ni de décisif, mais est traité par le politique français comme les trompettes de Jéricho. Preuve que la confiance dans les institutions publiques n'existe plus, ni dans les banques ! Ou alors on proclame l'inefficience des agences de notation et le scandale de leur diktat au service du financier, ce qui revient à vouloir casser le thermomètre au lieu de s'attaquer à la crise.

23 octobre **sommet ministres zone Euro, DÉCIDE** :

- consensus pour sauver l'Europe Economique et Monétaire
- pas de FESF sous forme de banque ou de garantie de la BCE
- Fonds de solidarité pour les banques européennes, pour 108 milliards, en contrepartie de la décote de leurs créances sur la Grèce à 50 %. sur base volontaire
- garantir par le FESF une partie des dettes de la zone euro

J.M. Brandt

2013

29 mai, 5, 12 juin

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

- créer un nouveau secteur au FMI avec les Pays émergents pour secourir la zone Euro

26 octobre 2011 **sommet européen des 17 intégrés aux 27** :

- **décote** de 50 % des créances bancaires sur la Grèce (base *volontaire*) et **recapitalisation** des banques touchées par la Grèce (**100** milliards sur 350 milliards de dettes grecques) à concurrence de 9 % en priorité par capitaux privés (modus inconnu), soit 120 % du PIB au lieu de 150 % (insuffisant !)
- augmentation plafond garantie **FESF** de 450 à **1000** milliards
- principe de création d'un fonds sous égide FMI avec participation des Pays émergents, intérêt chinois
- **volonté** de convergence budgétaire et fiscale, révision du Traité de Lisbonne, perte de compétence étatique au profit des grands Etats, retour à la **rigueur** budgétaire

3-4 novembre 2011

**G20** : en réalité suivi du 26 octobre et **complaisance polie US et du BRIC**

janvier - avril 2012

**FMI** besoins : **430** de plus (700 au total) (Suisse : 26) verrouillage.

**BCE** : **LTRO**<sup>65</sup> (I : 489) (II en février : 530, soit plus de **1000** milliards en tout) besoins refinancement 800 banques et Etats périphériques, pour éviter l'assèchement du crédit, mais l'argent va dans la montée de la bourse ou retourne à la BCE. La BCE pompe là 33 % des liquidités européennes (en tout : 3000). La FED avait injecté 2000 sur 3 ans. FESF toujours à 440 (besoins : 1000 en tout). Effet sur la **bourse** uniquement.

**FESF** : **de 440 à 780**. Avec la suppression des contributions grecques et irlandaises, et suite aux déboursements en leur faveur : le FESF a fondu de 750 à 400 milliards. Il ne couvre pas besoins Espagne et Portugal d'ici à 2013. Besoins avérés : **3000** milliards !

Extension envisagée du fonds à 550 milliards, soit égale aux besoins de l'Espagne et du Portugal jusqu'en 2013. Remplacement envisagé de l'EFSF par le **MESF**.

MESF : 60 (inchangé, mais prévu intégrer le FESF).

Pour fin 2012 **plan d'aide à l'intégration des régions défavorisées** 376 milliards de 2014 à 2020 (après 347), soit 1/3 du budget communautaire de la période.

---

<sup>65</sup> *Long Term Refinancing Operation* : du long contre du court (trois ans), comme aux USA  
J.M. Brandt

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

Excitations sarkoziennes : **Taxe Tobin** (taxe Robin des Bois, ou l'utopie devient croyance) : la France s'exalte et fait cavalier seul en lançant le projet. Le Brésil déclare adhérer si tout le monde fait de même, et encore : sous réserve du montant !

Le **Schwarze Peter italien** : Mise sous surveillance de l'Italie par les 27, alors que ce pays a la richesse de son endettement, que ses banques n'ont pas de véritables risques internationaux et que son industrie se porte bien (en \$ : PIB 2200 milliards, 1900 de dettes ou 130 % du PIB, 3.7 % de déficit budgétaire, croissance PIB 2011 0.6 %, chômage 7.9 %, 15 % PIB zone Euro). Simplement, cette richesse n'est pas officialisée pour une part plus que matérielle (100 % du PIB ?). C'est la tactique de l'"**Homme Noir**" qui se perpétue après le succès du "Cheval de Troie" grec (PIB 312, 350 de dettes, 158 % du PIB, 10 % de déficit budgétaire, croissance 2011 - 5.1 %, chômage 17 %, 3 % du PIB zone euro). Mise en place depuis novembre 2011 d'un gouvernement technocrate (**governo tecnico**) avec Mario Monti et donc contournement de fait de la démocratie (effet **Schwarze Peter**).

**France.** L'élection de François Hollande en mai 2012 relance l'idée de la croissance, alors que la Règle d'or (frein institutionnel à l'endettement) est confirmée par l'Allemagne d'Angela Merkel. Pour financer cette relance, les tenants de la **mutualisation** des dettes s'opposent aux défenseurs de la **souveraineté** fiscale et budgétaire. La **sortie** d'un pays de l'Euro-zone n'est plus un tabou (toujours le Cheval de Troie grec). A la clé, la peur panique de l'effondrement de l'Euro

février 2012

La CE a mandaté Erkki Liikanen<sup>66</sup> d'étudier le projet de séparer les activités des banques

BCE : stoppe son programme d'**achat d'obligations d'Etat sur le marché secondaire avec 220 milliards** conclus

mai 2012

**L'Espagne ou le langage de bois** : entre à son tour dans le cyclone : la politique d'austérité n'empêche pas le déficit budgétaire de dépasser les objectifs (9% au lieu de 7 en 2012), les banques disent avoir besoin d'une recapitalisation immédiate de plus de 100 milliards (officiellement, en réalité le montant dépend de la manière de comptabiliser les risques qui paraît en l'espèce au maximum à 20 % du total et on estime le besoin à 280 milliards !), les crédits toxiques ne sont pas assainis, le refinancement de la dette se fait à la mi-mai à plus de 6.5 % (pour un taux de 1 à 1.5 % payé à la Banque centrale). En trois jours, les clients ont **retiré** pour 800 millions de dépôts (au 18 mai 2012). L'Espagne confirme tous les jours qu'elle n'a pas besoin et ne fera pas appel à l'aide étrangère, ce qui, dans le langage financier équivaut à dire exactement le contraire

---

<sup>66</sup> Président Banque centrale Finlande  
J.M. Brandt



## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

19 et 20 mai 2012

G8 : accueille F. Hollande et confirme la nécessité de **croissance** et le **maintien** de la Grèce dans l'Euro-zone.

Issue-phare du référendum irlandais sur le pacte de stabilité le 31 mai

20 mai 2012

**Signes structurels** (20 mai 2012) : Chute des bourses en moyen 4 %, baisse du pétrole, refinancement Grèce à 10 ans 28.5 %, de l'Espagne 6.25 %, de l'Italie 5.8 %, de la France 2.84 %, de l'Allemagne 1.42 %

17 juin 2012

**CS Euroreal**, dissolution forcée, fonds de placement immobilier en Allemagne avec remboursement des parts depuis fin 2012 jusqu'à 2017. 200.000 investisseurs bloqués, pour un volume d'Euros 6 milliards

Divergences franco-allemandes sur les fondements de la vision de sortie de crise.

29 juin, le 27 à Bruxelles

**Mutualisation** de la dette : FESF, et futur MESF (institué, mais suspendu à la décision de la Cour constitutionnelle allemande fin septembre) pourront intervenir sur le marché des obligations d'Etats qui respectent les contraintes de discipline. Capacité d'emprunt maintenue à **800** milliards. Fin de l'obligation d'**unanimité** pour les décisions au sein du MESF

Croissance. Vœux français : injecter 120 à **130** milliards, dont 60 à fin 2012 dans les projets européens (soit 1 % du PIB communautaire) via BEI, MESF, garanties publiques d'emprunts privés ou euro-obligations

Taxe sur transactions financières repoussée à fin 2012 (pas d'unanimité)

Rapport demandé pour octobre sur les 4 piliers de l'intégration budgétaire : union bancaire, intégration budgétaire avec surveillance mutuelle, convergence politiques économiques, légitimité démocratique

Pas d'élargissement des troïkas conditionnant l'allocation des aides en-dehors de Grèce, Portugal, Irlande : chaque pays aidé devient **responsable** vis-à-vis de ses pairs

juillet 2012

J.M. Brandt

2013

29 mai, 5, 12 juin

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

**Espagne** : aide des 17, limite de **100** milliards en prêts directs aux banques via le **FESF**, dont 30 débloqués à la fin du mois pour sauver le secteur bancaire touché par la bulle immobilière

L'Italie décide une coupe de 26 milliards dans ses dépenses publiques sur 3 ans afin d'éviter une hausse de la TVA de 21 à 23 %

BEI<sup>67</sup>, positionnement, potentiel de financement jusqu'à 180 milliards, puis 216 en 2015, sous forme d'euro-obligations de projets, avec le risque de perdre son AAA

Déclarations président **BCE Mario Draggi**,

- 20 juillet : "prêt à faire tout le nécessaire pour préserver l'Euro...*croyez-moi, ce sera suffisant !*", puis **Hollande** et **Merkel** : "déterminés à tout faire pour protéger la zone Euro" : taux de refinancements en nette baisse, bourses nettement positives (SMI 1.36), alors que les pays en difficulté sont en récession accentuée, que le chômage augmente, en particulier celui des jeunes, et le PIB européen stagne
- 2 août **Mario Draggi** réitère : "BCE pourrait reprendre ses achats obligations publiques marché secondaire...pour autant que les Etats aidés suivent un programme de redressement et qu'ils fassent la demande de rachat. Bourses retombent. Voir 6 septembre

6 septembre

BCE, décisions, à l'unanimité moins la voix de la Deutsche Bundesbank :

- **Mario Draggi** lance les **OMT**<sup>68</sup> : achat sans limite d'obligations d'Etat à trois ans au maximum sur le marché secondaire<sup>69</sup>, à la condition que l'Etat fasse sa demande de soutien auprès des FESF et MESF

et **Mario Draggi** annonce :

- Fin de la première opération lancée en mai 2010 de rachat pour 200 milliards de dettes souveraines grecque, irlandaise, portugaise, italienne et espagnole

Confirmation par les argentiers de - 0.4 & PIB en 2012, et + 0.5 en 2013

---

<sup>67</sup> Banque européenne d'investissements, actionnaires : les 27, avec financement pour la moitié hors zone de projets d'infrastructure

<sup>68</sup> *Outright Monetary Transaction*

<sup>69</sup> "Pour rester dans les limites de son mandat"

*J.M. Brandt*

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

La bourse n'a pas attendu le 6 septembre pour repartir, puis a flambé dans l'après-midi (!!!)

13 septembre 2012

La Cour constitutionnelle allemande déclare constitutionnel le MESF (jusqu'à 500 milliards. Le MESF est ratifié par les 27

Entrée en fonction prévu pour le 1<sup>er</sup> janvier 2013 avec 80 milliards d'Euro qui augmenteront jusqu'à 700 pendant 5 ans, participation en fonction du PIB (Allemagne : 22 milliards) d'abord, jusqu'à 190)

Recul prévu de 0.4 % du PIB européen 2012 et + 0.5 en 2013

Septembre-octobre 2012

De plus en plus de troubles sociaux en Espagne et en Grèce

L'Espagne renforce le **langage de bois**, mais conserve envers et contre tout sa **souveraineté**. Elle pose ses conditions pour une aide qu'elle ne demande pas et entreprend des mesures :

- 39 milliards d'économies supplémentaires en 2013
- audit des banques (officiellement 62 milliards de besoins)
- pas d'aide demandée avant mise en place du MESF sous l'égide de la BCE
- décision formelle du MESF sur base d'un programme d'ajustement pour le pays concerné
- séparation stricte entre dettes bancaires héritées et recapitalisation des banques par le MESF pour la prospective
- risque de perdre le crédit de 100 milliards accordé par l'Euro-groupe le 21 juillet
- risque d'endettement des banques beaucoup plus élevé qu'avoué en raison de l'endettement des grandes provinces (Castille, Valence, Andalousie, Catalogne)
- la première tranche d'aide de 30 milliards (FESF) a été placée en réserve auprès du FESF. Deux autres tranches de 45 milliards et de 15 milliards sont prévues (sur les 100 milliards de juillet)

L'Espagne aujourd'hui n'a pas regagné la confiance de marchés

Octobre 2012

La zone euro s'enfonce dans le chômage :

- depuis octobre 2006, de 7.5 à 11.5 %, 12 % pour 2013
- 18.2 millions pour la zone euro et 25 millions pour l'UE
- risques accrus de récession par la chute de la consommation et par l'accélération de l'inflation (2.7%)

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

- PIB zone euro : - 0.4 % 2012 et 0 % 2013<sup>70</sup>
- 55 % des moins de 25 ans en Grèce, 52 % en Espagne

**Mario Draggi** déclare :

- confirmer le programme **OMT** : rachat de la dette souveraine de façon illimitée "une fois que les conditions seront remplies"
- les candidats doivent s'annoncer et programmer la réduction de leurs déficits publics

La BOE<sup>71</sup> déclare :

- maintenir le taux d'intérêt à 0.5 % (depuis mars 2009)
- l'enveloppe de liquidités injectées de £ 375 milliards par le rachat de dettes à court terme sera épuisée dans un mois<sup>72</sup>

Le FMI déclare :

- l'austérité fait fuir les capitaux (Espagne 296 milliards en un an, Italie 235 milliards)
- les banques faute de pouvoir augmenter leurs fonds propres devront se défaire d'Euros 4500 milliards d'actifs (58 des plus grands établissements)
- la création d'une union bancaire européenne permettra de rompre le lien entre dettes souveraines et bancaires
- les déclarations de rachat illimité de la dette par la BCE ne sont pas crédibles car sujets aux aléas des politiques sous la contrainte des conséquences de l'austérité
- l'attrait des USA et du Japon comme refuges pour les capitaux est menacé par l'échéance des cadeaux fiscaux *bushiens* et le *fiscal cliff* US et l'endettement insupportable du Japon
- le plus grand ennemi de la croissance pour le futur est l'endettement public des pays développés : 110 % du PIB
- La FED a injecté 2300 milliards de liquidités depuis 2008 et les effets collatéraux seront peut-être pires que les résultats directs (jusqu'à ce jour : innocuité)

L'administration Obama annonce :

- chômage pour la première fois depuis 2006 est descendu à 7.8 % (contre 8.1 prévus)

Les Républicains corrigent :

- les créations nettes d'emplois ont baissé en septembre de 20 % par rapport à août (114000)

(19 octobre) l'UE décide :

---

<sup>70</sup> Selon FMI

<sup>71</sup> Bank of England

<sup>72</sup> Représente 25 % du PIB et le 33 % de la dette publique britannique

J.M. Brandt

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

- de parvenir à un accord sur la supervision bancaire unique dans la zone Euro d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 2013<sup>73</sup>
- d'harmoniser avec cet accord le traitement des défaillances et des garanties de dépôts avec la supervision de la BCE courant 2013
- d'accorder un traitement équitable à chacun des 27<sup>74</sup>
- décider après cela des critères de recapitalisation des banques par le MESF, seconde moitié 2013
- les 130 milliards de F. Hollande (1 % du PIB de l'UE), une contribution 10 milliards au capital de la BEI pour un bras de levier de 180 milliards, 4.5 milliards d'euro-obligations, le tout pour donner satisfaction à Hollande qui se profile comme leader du Sud, mais dont on sait qu'il ne suffira pas à la relance

Et ne décide pas :

- l'émission d'obligations souveraines européennes à court terme (euro-bills)
- l'émission de titres de dette communautaire destinées à financer les infrastructures la création d'un budget propre à la zone euro<sup>75</sup> ou alternativement d'une "capacité budgétaire pour la zone euro, afin qu'elle puisse répondre à des chocs asymétriques"
- la création d'une "fonds de rédemption" des mauvaises dettes de la zone euro<sup>76</sup>

Nobel de l'économie à la formule du bonheur par défaut (algorithme de la préférence rapportée appliquée à la théorie des jeux coopératifs)<sup>77</sup>

FMI constate que :

- US et Europe n'ont pas absorbé les milliards injectés par les banques centrales
- une partie des liquidités s'envolent vers les BRICS (rendement)
- la masse liquide alimente la surchauffe, les bulles (immobilières)

FMI proclame la nécessité :

- d'assouplir les programmes d'austérité
- de contrôler les flux de capitaux

Désaccord sur la supervision bancaire unique des 6000 banques de l'UE alors que l'unanimité, y compris avec les pays hors zone euro est obligatoire, condition préalable à la recapitalisation des banques :

- l'Allemagne veut procéder par étapes en commençant en 2013 par les banques systémiques

---

<sup>73</sup> Nécessités d'une décision unanime et de l'accord du Parlement européen

<sup>74</sup> Seuls Danemark et UK bénéficieront de l'*opting-out*

<sup>75</sup> Soit budget 2014-2020 prévu pour un sommet le 22 novembre

<sup>76</sup> Qui dépassent le 60 % du PIB

<sup>77</sup> Cf. Le Temps 16 octobre 2012

J.M. Brandt

**UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE**  
*La crise, suite et ...la Suisse ?*

- les pays hors euro veulent être associés au conseil de supervision bancaire
- la France veut démarrer le contrôle début 2013

24 novembre 2012

UK (David Cameron) obtient avec NE, D, Fi, Sw de reporter le budget 2014 - 2020 début 2013 pour réduire davantage les économies (960 milliards de dépenses contre 1047 milliards) et conserve son rabais de 3.5 milliards malgré les tentatives de ralliement exercées par la France sur l'Allemagne. Pologne principale bénéficiaire des fonds structurels (67 milliards)

26 novembre 2012

Rencontre Angela Merkel - Donald Tusk : vision d'un nouvel axe fort pur l'Europe : Allemagne - Pologne. L'Allemagne se focalise sur sa relation avec la Russie et la Pologne soutient les dialogue avec l'Ukraine, la Biélorussie, la Moldavie, enjeux de la Mer Baltique et des approvisionnements énergétiques

Décembre 2012

Projet de supervision bancaire zone euro (nécessité accord unanime des 27) : EBA : Autorité bancaire européenne) ! La BCE ne se substituera pas, mais aura le regard ultime (zone euro) ! Hors zone euro l'EBA aura compétences réduites en coordination avec organes nationaux. Négociations prévues, droits de veto échelonnés en fonction des engagements !!! en 2013

S & P place AAA de UK sous surveillance négative

Espagne place les actifs toxiques des 4 banques nationalisées (36 milliards) dans une «structure de défaisance» (SAREB : fonds propres de 955 millions, 55 % privés, 45 % fonds publics d'aide aux banques en difficulté) avec capacité jusqu'à 100 milliards, était la condition UE pour accorder son aide : taux des crédits douteux des banques : 11 % des bilans (record)

Janvier 2013

Taux de chômage 2012 :

Suisse 3.3

Espagne 26.6

Grèce 26

Portugal 16.3

Irlande 14.6

*J.M. Brandt*

2013

*29 mai, 5, 12 juin*

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

zone euro 11.8

France 10.5

Allemagne 5.4

Autriche 4.5

**Référendum** sur l'appartenance à l'UE lancé en UK entre 2015 et 2017 (mais nouveau traité prévu en négociation dès début 2015)

**Accord budgétaire US** (fiscal cliff) : coupes budgétaires automatiques désactivées pour deux mois, avantages fiscaux Bush jusqu'à 450000 de revenus par an remis en cause, mais prolongés 5 ans pour familles les plus pauvres, augmentation taxations plus-values en capital à 20 % pour ménages gagnant plus de 450000, nouvelle taxe 3.8 % pour revenus plus de 250000 pour financer l'assurance maladie, les plus riches devront payer 25 % de leurs gains contre 15 %, augmentation impôt succession de 35 à 40 % dès 5 millions ou 10 millions pour couple, taxation des salaires revient de 4.2 à 6.2 % (réductions pas reconduites).

Effet sur déficit budgétaire des 2 mois d'accord : 971 milliards pour l'année, contre 1100 milliards, ou bien 641 si coupes automatiques.

Déficit budgétaire 7 % en 2012, cette 16200 milliards

**Japon** : entame sa 22<sup>ème</sup> année de déflation-stagnation-récession depuis l'éclatement de ses deux bulles immobilières et boursières en 1990. Le PIB a baissé de 10 % depuis 15 ans. Dette publique 240 % du PIB. La BCJ imite dès janvier la FED (programme Bernanke : masse monétaire quadruplée depuis 2008) finançant en bonne partie le déficit public). Désormais moyens illimités et inflation doit passer de 1 à 2 % pour financer tout le déficit en 2013. Le yen est aussitôt tombé et la bourse flambe: début de la guerre des changes et fin de l'autonomie des banques centrales ??? La bourse japonaise avait perdu 23 % depuis 1995 (44 % pour un investisseur en CHF)

**Scandale immobilier US** : 10 banques US acceptent de payer \$ 8.5 milliards d'amende pour des saisies immobilières douteuses en dédommagement des clients (recevront de quelque centaines de \$ à 125000). BOA accepte en plus de payer 11.6 milliards pour vente de crédits à risque à Fannie Mae

**MES** (qui doit remplacer à terme le FESF pour financer les Etats et rembourser les emprunts) lève 1.927 milliards de titres de dettes à trois mois à - 0.0324 %. Première émission depuis sa création et la levée de 39.5 milliards de crédit pour recapitaliser les banques espagnoles

**FESF** prévoit lever 60 milliards à long terme en 2013 et va céder son programme d'emprunts à court terme au MES (2 milliards à 3 mois)

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

février 2013

Budget d'austérité voté de justesse (sous réserve du vote du Parlement) à Bruxelles (2014 - 2020) : 960 milliards (1 % PIB UE), en baisse de 3 %. 6 milliards prévus pour les jeunes. Selon BIT<sup>78</sup>, 21 milliards sont nécessaires, soit 0.5 % des dépenses publiques<sup>79</sup>

février 2013

Taxe Tobin introduite dans 11 pays (Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Estonie, France, Grèce, Italie, Portugal, Slovénie, Slovaquie) : 0.1 % sur les actions et 0,01 % sur les produits dérivés

6 mars 2013

Nouvel exécutif chinois, succession dans l'harmonie, (Li Kekiang remplace Wen Jiabao) prône le développement économique première priorité pour résoudre les problèmes, objectif : 7.5 % en 2013 (7.8 % en 2012, contre 10.4 % en 2010, 9.3 % en 2011), puis s'attaquer aux inégalités, dynamiser les structures financières, clamer les prix de l'immobilier, faciliter la mobilité, réformer les administrations, unifier le système des retraites

15 - 16 mars 2013 **Chypre**

Chypre doit payer 13 milliards (6 de plus que initialement prévu) pour en recevoir 10 : taxe sur les dépôts bancaires 9.9 % dès 100000 (10.6 milliards pour 30 à 50 milliards de dépôts), privatisations (1 milliard) augmentation impôts (600 millions), vente or (400 millions).

Aide approuvée en avril par la Commission et par les membres et premières tranches versées en mai, récession grave prévue jusqu'en 2015

Diagnostic :

- banques chypriotes engagées sur la Grèce, banques français en péril sur la Grèce, on sauve les banques françaises
- la troïka décide à la place du peuple : Chypre n'est plus ni souveraine ni démocratique
- les fonds criminels russes sont blanchis moyennant la ponction
- l'UE et aussi l'Occident judéo-chrétien perd la face devant la Turquie à chypre

---

<sup>78</sup> Bureau International du Travail

<sup>79</sup> Cf. 24 heures 30 janvier p. 9 : "Génération perdue"

J.M. Brandt



## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

- désormais chaque épargnant en Europe sait qu'on peut prélever sur ses dépôts sans l'accord réel du pays

Conclusion :

A la limite de la rupture du «*principe de solidarité*», rupture évidente du «*principe de solidarité*», «*syndrome du Cheval de Troie*»

mai 2013

Grèce : programme d'aide terminé fin 2014 (380 milliards, dont il ne reste que 40 milliards à recevoir), espérance de revenir alors sur les marchés, d'ailleurs l'unique possibilité !!! A pratiqué des taux de lus de 12 % à 10 ans ! Selon l'exemple déclaré du Portugal et de l'Irlande (Dublin 5 milliards à 4.15 %, pour la première fois depuis 2010, Lisbonne 3 milliards à 5.65 première fois depuis 2011)

BCE abaisse son taux de 0.75 à 0.5 %, un geste pour 26 millions d'Européens au chômage. En gros : "la reprise n'est pas pour demain, mais je n'y peux rien". Trois taux BCE : crédit aux banques commerciales 1.5 à 1 %, dépôts des banques 0 % depuis 2012. Depuis deux ans les banques ne se font plus de prêt d'un pays à l'autre. Les banques allemandes le font entre elles à 0.1 %, Italiennes à 3 %, grecques à 12 % : constat de distorsion des taux et de tension sur l'euro !!! **Il n'y a plus de monnaie unique**

16 mai 2013 François Hollande, président français dit passer à l'offensive. Son programme porte sur des investissements à long terme et un investissement pour l'emploi des jeunes (alléger les charges des entreprises à court terme. Il maintient le cap sur les économies et les réductions de dépenses. Il anticipe la nouvelle banque d'investissement européenne, et aussi une capacité d'emprunt intégrée : le chômage devrait commencer à baisser fin 2013, mais on le jugera la fin de son quinquennat (fin 2016) !!! Le message ne paraît pas crédible car le financement des mesures n'est pas abordé et la confirmation allemande n'est pas venue.

### 5.5.3 COMMENTAIRES

#### Des banques hypertrophiées

Les banques dans le monde devraient rapidement parvenir à un **ROE**<sup>80</sup> de 12 %, ce qui devrait leur permettre de se recapitaliser, bien que ce rendement soit largement inférieur aux 15-20 % obtenus les dix années qui ont précédé la crise (rôle de la banque d'affaires, aujourd'hui contesté ?). Les actifs des banques européennes (UE des 27) avoisinent 386 % du PIB de l'UE,

---

<sup>80</sup> Return on equity  
J.M. Brandt

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

alors que la moyenne mondiale est de 182 % ! Les banques se tournent vers les **fonds souverains**<sup>81</sup>, et contournent ainsi les réglementations

#### **Quiproquo sur la mutualisation des dettes et du budget. Le déni d'information**

L'économie des 27 est alimentée artificiellement par la perfusion active des liquidités (compétence BCE) et le rachat par celle-ci de partie des dettes des Etats en difficulté. C'est le principe de la **mutualisation** de la dette. La France de Hollande se déclare pour, l'Allemagne contre, arguant que le préalable est la **mutualisation budgétaire et fiscale**. La France finit par **s'incliner**. Elle l'avait déjà fait sous Sarkozy. Les politiques de **désendettement** se poursuivent dans les petits pays du Sud, aggravant la décroissance économique, le chômage sur le long terme (**récession**). La déflation s'est introduite. Les prévisions des politiques sont à chaque trois mois revues à la baisse. C'est un **déni d'information** qui vise à donner du temps au temps, soit de permettre au système financier d'amortir le plus possible ses engagements toxiques ?

L'Allemagne rallie les pays du Nord, la France les pays du Sud, et la France s'aligne sur l'Allemagne en grognant. L'Italie fait bande à part en raison de la spécificité de ses données macro-économiques plus favorables (excédent budgétaire brut ou avant intérêts de la dette, industrialisation relativement substantielle, financement autochtone de la dette, proportion importante de l'épargne des ménages non-déclarée, techno-politique pour une année avec Mario Monti) et usure due à la mauvaise farce berlusconienne (corruption). Elle comble enfin son vide politique avec l'élection du président Enrico Letta qui a la confiance de tous.

La BCE tente des arbitrages au plan technique. Elle agit dans le sens de la rigueur à l'allemande, conditionnant ses ressources à la politique de rigueur, mais reprenant de la dette étatique toxique "*pour faire comme si*" moyennant 240 milliards (un geste !!!) et échangeant le court contre le long terme (efficace à court terme)

L'Espagne commet un déni figé d'information à sa population quitte à revenir en arrière de cas en cas quand la tension sociale est trop forte (petits cas symboliques, notamment réintégration d'une maison hypothéquée). Le Portugal perd sa jeunesse qui émigre. Dans l'ensemble, l'endettement augmente, le chômage également et celui des jeunes prend l'ascenseur. Dans des pays comme la Grèce, l'Espagne, le Portugal (plus de 55 % de chômage des jeunes), c'est une génération entière qui est sacrifiée, sans compter les conséquences en termes de caisses de pension, y compris pour les pensionnés et les futurs pensionnés. Les acquis sociaux et les avantages comparatifs déterminants économiques et culturels sont compromis. La différence entre riches, très riches et pauvres, moins pauvres, se tend à l'extrême.

---

<sup>81</sup> UBS, participation directe du Qatar, puis en mains d'un fonds souverain de Singapour (6 à 8 % du capital, soit la majorité)

J.M. Brandt

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

L'Espagne compte plus de 192 milliards de créances immobilière toxiques, soit 11.4 % du total des crédits. C'est au-delà des capacités bancaires.

Le couple en voie d'illégitimité franco-allemand est à juste titre entré dans la rigueur, mais le **déni d'information** sur la situation réelle (en particulier en France), notamment en ce qui concerne les **jeunes**, ou l'absence de diagnostic sur les crises économique, sociale, politique et culturelle, qui s'ajoute au principe totalement banalisé de perfusion financière (soigner le mal par le mal quitte à l'aggraver), reviennent à miser le tout sur la croissance. Il n'y a pas de jugement, ni de remise en question, encore moins de retournement ou de conversion. La rigueur est la bonne politique pour des pays à solide assise fiscale et industrielle : le changement de mentalité nécessaire (retournement, conversion) y a été amorcé déjà et le temps du retour est suffisamment perceptible pour ouvrir sur la motivation de l'espérance. Appliquée aux autres sans nuance et moyennant le débordement de leur endettement, la politique de rigueur les entraîne et en priorité leurs classes moyennes, sans compter les pauvres, les malades et les personnes âgées, avec les acquis sociaux-économiques de l'Après-guerre vers une récession aggravée sans qu'il y ait vision d'un retournement (conversion) autre que dans les extrêmes politiques

L'axe franco-allemand, pour fondateur qu'il fut dans la dynamique européenne (la Paix éternel), est devenu un rempart pour les pays du Sud les plus gravement endommagés par la crise. Le problème est que la France n'a plus guère les moyens de sa politique et que, depuis Sarkozy, elle se plie à la politique allemande, et perd de sa spécificité. Le Sud n'est plus représenté que pour la façade (par exemple visite de Hollande à Athènes en février 2013). Le seul retournement possible dans la visée de l'Union européenne est celui du **fédéralisme budgétaire et fiscal**. Le retournement n'est pas initié, pire, il est présenté avec le futur **MESF** qui se limite encore à l'approche financière. Le paradigme ou **«principe de solidarité»** est rompu ou bien n'est pas mis en pratique.

On commence à entrevoir en Europe la rupture du **«principe de transparence»** indispensable au fonctionnement démocratique et au rétablissement, puis à l'entretien de la confiance

Les USA ne retrouvent pas la croissance malgré une politique monétaire ultra-facilitante qui a quadruplé le bilan de la FED sans redonner la confiance au marché. La re-réglementation débutée en 2008 fait long feu, les opérations financières ont repris le dessus avec une hyper-sophistication et le Gouvernement se fait de l'argent à coups de transactions sur les scandales bancaires et sur l'évasion fiscale. La politique du \$ faible se poursuit et la contradiction se perpétue au niveau de la rupture du principe de Vérité. Le principe de la ruile of exception devient la norme générale de l'éthique. Le **fiscal cliff** est devenu une plaisanterie. La Loi Dodd-Frank se construit par petites étapes signifiant le retour durale à la re-réglementation. a titre d'exemple, le self audit des 18 plus grandes banques deux fois l'an.

La Chine poursuit, avec la succession harmonieuse de ses dirigeants, sa "politique culturelle" à long terme fondée sur le développement économique, même et surtout dans ses réflexions de

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

réforme. Ses ambitions d'hégémonie locale se confirment ouvertement (budget militaire) et d'hégémonie sur les ressources et les industries étrangères se poursuivent à un rythme accéléré.

#### 5.5.4 TRAVAIL DE GROUPE

Commenter le "nouvel axe fort de l'UE" selon vision de novembre 2012 et décrire les enjeux géostratégiques

Identifier le «*principe de crise*» de la phase 4 et commenter en termes de valeur

Expliciter cinq événements et trois mesures de la phase 4 de la crise qui vous paraissent les plus significatifs

Définir **FESF, MESF, fonds de rédemption, Bâle III, liquidity coverage ratio, ratio Coock, ETF, titrisation, risque systémique, taxe Tobin, Schwarze Peter italien, l'Espagne ou le langage de bois, déni d'information européen, OMT, LTRO, fiscal cliff, supervision bancaire, mutualisation de la dette, de la fiscalité, du budget, intégration budgétaire et fiscale** et expliquer leur signification des points de vue finance, économie, politique, éthique, philosophie, spiritualité

Analyser les articulations finance-économie, économie-éthique, économie-culture, culture-religion

Exprimer une opinion personnelle sur la signification de la phase 4 aux points de vue éthique, philosophique, spirituel et au sens de la "*particularité helvétique*"

#### 5.6 CRISE FINANCIÈRE PHASE 5

##### 5.6.1 GÉNÉRALITÉS

La Suisse a été jusqu'ici préservée de la crise financière et économique essentiellement pour les raisons suivantes :

- une souveraineté qui fonde la cohérence de ses attitudes sur le long terme
- une stabilité politique et sociale à long terme fondée sur une relation de proximité
- la rigueur de son économie politique et de sa gestion
- la confiance et l'image de sérieux que donnent la cohérence et la rigueur

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

- une politique monétaire crédible
- une économie diversifiée, basée sur un riche tissu de PME, et des positions dominantes sur l'extérieur
- une politique fiscale raisonnable à l'intérieur et attractive pour les sociétés étrangères
- une innovation motrice au plan mondial
- un phénomène de mode dans les pays émergents comme la Chine
- la chance que lui donnent son positionnement et sa situation géographique

Or la Suisse est en crise dans le sens qu'elle est la cible d'un tir d'opportunité groupé et systématique, qu'elle n'y répond pas de manière satisfaisante et qu'elle donne progressivement l'image d'une entité fautive, faible et qui trahit ses engagements. Elle est attaquée dans ce qui fait sa force et qui est au centre de sa vulnérabilité : son sérieux et la confiance qu'il inspire.

La Suisse est entrée dans la crise mondiale par la porte institutionnelle essentiellement pour les raisons suivantes :

- son succès en fait une proie riche
- le défaut de sa qualité de rigueur est le juridisme de ses attitudes face à des partenaires en relation de force
- les agissements criminels de l'UBS notamment aux USA en termes de loi pénale non seulement à l'étranger mais également en Suisse
- les mensonges par omission de l'UBS au politique lors de son sauvetage en 2008
- l'attitude de la banque d'affaire de l'UBS qui ne sert plus l'économie, et qui ne respecte plus la tradition de respect et de coordination avec les milieux suisses
- les tricheries multiples de l'UBS notamment dans les affaires Kweku Adoboli et LIBORgate
- le manque de compétence et de leadership du politique face au lobbying financier combinés avec le divorce de mentalités entre banquiers suisses

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

- le manque de jugement ou la trop grande confiance en soi par rapport au secret bancaire et à l'isolement

Le changement de paradigme porte sur ce qui a fait la réussite de la Suisse : l'image de sérieux et la confiance qui en résulte. La crise n'est ni économique ni financière. Elle touche le cœur institutionnel de ce qui est la marque d'une culture gagnante. Le secret bancaire, en particulier l'image qu'avaient développée mondialement le respect de la personne et de sa sphère privée, ainsi que l'hygiène anti-blanchiment unique au monde, en étaient le symbole.

La Suisse a poursuivi depuis 2008 une stratégie de la balle dans le pied : la Suisse se contredit dans ce qui fait le cœur de son sérieux : la gestion de l'intimité de la personne. Ce changement va au-delà de la crise et de sa tension : c'est la rupture du **«principe de dignité»**.

#### 5.6.2 REPÈRES HISTORIQUES

2008 - 2012 **Bérézina dans le sillage de l'UBS**

2008

UBS est prise dans la cerise des *subprime* par sa banque d'affaires aux USA. Elle convoque le CF et lui annonce que, sauf intervention de sauvetage, la banque saute et avec elle le trafic des paiements en Suisse. Décision modèle sur un week-end : injection de 8 milliards dans le capital à 12 % et reprise par la BNS dans la nuit de 65milliards de crédits toxiques et :

**Ratios Fonds Propres** de base 19 % en 2019

UBS fin 2010 15.3 % contre 11% 2009

(CS 12.7)

Pas d'impôt jusqu'en 2013 (30 milliards)

Objectif : BN 15.0 milliards

(CS : pas d'impôt jusqu'en 2012)

Secteur financier : 12 % PIB

- E. Widmer-Schlumpf, octobre2011 proposition sur banques "**to big to fail**"<sup>82</sup>

Le problème : le risque principal n'était pas le crédit toxique, mais le contentieux fiscal. On a paré au plus pressé, mais pas au plus important et le CF a été trompé, tandis que la banque était sauvée par les deniers du peuple et sa direction immunisée, jusqu'à paraître sous le paravent d'un conseiller fédéral à la retraite (Kaspar Viliger)

---

<sup>82</sup> Voir ANNEXE B pour le détail (extrait du cours printemps 2012 UNIPOPOP)

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

Les signes précurseurs de la Bérézina suisse : exceptions US à la convention de diligence (dès les Années 1980), Fonds en déshérence (4 attaques, dès les Années 1950), UBS banque d'affaires après fusion SBS, *investment bank, subprime*

La tumeur cachée : UBS au cœur de la fraude fiscale et au bord du crime organisé

2008 : "Le secret bancaire n'est pas négociable" : Doris Leuthard perd l'occasion du siècle à l'OCDE pour une négociation d'égal à égal en réciprocité de concessions fiscales et administratives. En contraste : l'intelligence du Liechtenstein et du Luxembourg, le lâchage de l'Autriche

La constante du *mélange des genres* : évasion et fraude fiscales, blanchiment et secret bancaire, entraide administrative OCDE et sphère privée, échange groupé (sans les noms) et automatique des données

Or UBS a fraudé en pratiquant à large échelle la fraude fiscale (et non pas l'évasion fiscale) et pas seulement aux USA : elle a décrédibilisé le politique suisse et lui a ôté les moyens de négocier. Problème de mentalité après les affaires *Swissair, Unique Airport, SBS - UBS*

14 septembre 2011

UBS, Londres. Kweku Adoboli, trader a spéculé contre le FRS !!! Au moment de la fixation à FRS/EURO pertes \$ 2.3 milliards sur exposition jusqu'à 12 milliards officiellement. Mise en exergue de la complicité institutionnelle dans la hiérarchie et de l'absence du principe de solidarité qui avait fait l'image de la Suisse et la fortune de ses banques

2008 - 2013

Politique du CF tous azimuts : **Rübig**, impôt libérateur à la source, en attendant pour 2013 une application identique aux citoyens suisses<sup>83</sup>. Tromperie de la clientèle sur modèle des banques et perte de crédibilité : métastases et cancer généralisé, de la fiscalité des entreprises (holdings étrangères), et du forfait fiscal<sup>84</sup>, et du principe de non-discrimination qui se retourne contre la Suisse (alors qu'elle est largement discriminée par rapport aux places offshores de l'étranger). Fiasco avec l'Allemagne de Rübig pour raisons internes à l'Allemagne !

octobre 2011

**Bâle III**. Application *du Swiss finish*, lancement de la consultation, jusque 16 janvier 2012. Mise en œuvre 2013, achevée fin 2018 : renforcement des fonds propres (montants et qualité) pour tous (9 %), avec pour la Suisse, montant plus élevé (19 %) et amélioration transparence. En

---

<sup>83</sup> "Les trois piliers de la "stratégie argent propre" du CF

<sup>84</sup> 2012 : 5634, 695 millions, moyenne 123000, but 400.000

J.M. Brandt

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

Europe : 9.5 % de fonds proposes refus de principe aux USA et commencement du désengagement des grandes banques. Problème de compétitivité

Juin - juillet 2012

Fiscalité et protection des données : la perte de souveraineté

**FATCA**<sup>85</sup>, mise en œuvre par les USA et la Suisse (après de nombreux pays européens) de la loi fiscale américaine : assistance administrative, mais apparemment premier pas vers l'échange automatique et généralisé (comme pour les pays européens), la suisse s'engage à remettre sans condition les noms de tous les citoyens américains

**MROS**<sup>86</sup>, soumise au Parlement : échange sans formalité entre administrations homologues d'informations sur intermédiaires financiers suisses dans la lutte contre le blanchiment d'argent sale (2 à 5 % du PNB mondial selon le FMI) et le financement du terrorisme et criminalisation des infractions fiscales les plus graves (selon recommandations GAFI<sup>87</sup>), mais indépendamment des procédures judiciaires

**GAFI**, en consultation jusqu'au 30 juin deux projets de loi sur l'argent propre : refuser les clients dont les banques ont des doutes quant à leur normalisation fiscale, dès Fr. 600.000.- (ou 200.000 pendant trois ans) le fraudeur sera puni pour blanchissement (s'il a fait preuve d'astuce ou a falsifié des documents), obligation de transparence pour les obligations au porteur, interdiction des paiements cash dès Fr. 100.000, abandon de l'idée d'auto-déclaration, les paiements immobiliers passeront obligatoirement par des personnes soumises à la loi sur les banques

Transmission des données aux USA avec noms d'employés par les banques suisses, selon décision du Conseil fédéral du 4 avril. Onze banques, qui ont repris la clientèle américaine d'UBS sont accusées de fraude, recherche d'un accord extra-judiciaire : doute sur le respect de la Loi fédérale sur la protection des données, art. 4, sur le code des obligations à propos de la protection de la personnalité du travailleur, art. 328, sur le code pénal à propos des actes exécutés sans droit pour un Etat étranger, art 271. Conseil fédéral, FINMA<sup>88</sup> et banques se rejettent la responsabilité : scandale éthique et perte d'image

Le CF, la FINMA et les banques se renvoient la responsabilité dans la levée de l'interdiction de transmettre des données personnelles et de listes de quelque 10000 employés de banques sont envoyées au fisc américain. Rupture du lien de confiance qui unit les employés et les banques et conséquences d'image pour la clientèle et les autorités au plan mondial : fin du **Swiss respect ?**

---

<sup>85</sup> *Foreign Account Tax Compliance Act*

<sup>86</sup> *Money laundering reporting office*

<sup>87</sup> Groupe d'action financière contre le blanchiment d'argent cadre OCDE)

<sup>88</sup> *Swiss financial market authority*

*J.M. Brandt*



## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

Demandes groupées de clients<sup>89</sup>, approuvé par la Suisse

Au grand jour :

Le principe de non-discrimination et ses conséquences pour les Suisses personnes physique et la décision politique d'harmoniser avec l'UE la fiscalité favorable des holdings étrangers (considérée discriminatoire à l'égard des entreprises suisses d'une part, et étrangères à l'étranger d'autre part). Genève envisage de baisser l'ensemble et réclame un différentiel de perte fiscale à la Confédération (230 millions)

Le malentendu des forfaits fiscaux<sup>90</sup>

10 septembre 2012

Retour au totalitarisme. Le principe de délation. Birkenfeld, ancien cadre UBS à Genève et à New-York reçoit 110 millions de \$ pour avoir dénoncé les clients fraudeurs du fisc. Institutionnalisation du **Whistleblower** ou dénonciateur dans l'intérêt public<sup>91</sup>

Septembre - octobre 2012

**Bâle III**<sup>92</sup>, où l'on s'achète une innocence. La Suisse confirme son avance, avec la Chine, Singapour, le Japon (toujours refus des banques US), même si le CF ne se prononce que fin 2013. Depuis 2007 les banques ont renforcé les fonds propres "durs"<sup>93</sup> de 2000 milliards de \$, en 2011 les coûts ont progressé de 5 % (2500 milliards \$), les affaires de 3 % (3400 milliards \$), avec la nuance des banques européennes fragilisées au Sud qui dépendent des mesures d'aide d'urgence de la BCE, et que les chiffres d'affaires de l'ensemble européen continue à s'effriter (-16 % par rapport au début de la crise). Les marges se réduisent, la réglementation pèse lourdement sur les coûts et les cours de bourse des 2/3 des établissements des pays développés se traitent au-dessous de leur valeur comptable

**LIBORGATE** 27 juin 2012 : Barclays Bank prend les devants et se dénonce pour fraude au LIBOR, en offrant de payer une amende de E 360 millions. C'est UBS, membre du cartel illicite sur le LIBOR (600 milliards par jour arbitrés quant au taux d'intérêt de référence), symbole de l'économie de marché libérale, clé de voûte de la confiance interbancaire internationale

LIBOR : prix de référence décidé quotidiennement par le marché pour le taux directeur interbancaire<sup>94</sup>, soit pour Euros 350 mille milliards (5 fois le PIB mondial). de 2006 à 2009, le

---

<sup>89</sup> Art. 26 convention fiscale OCDE : renseignements sans identification préalable, avec identification à la clé

<sup>90</sup> Le Temps, WUTHRICH Bernard, Sursis fédéral pour les forfaits fiscaux, 13 septembre 2012

<sup>91</sup> LE TEMPS 20 SEPTEMBRE 2012, *Thévoz Luc*, La Suisse a besoin de donneurs d'alerte,

<sup>92</sup> Cf. Rapport McKinsey

<sup>93</sup> Tiers Capital I

<sup>94</sup> Taux de référence pour toutes les transactions du jour au plan mondial, qui influence les taux à terme et les taux hypothécaires

*J.M. Brandt*

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

politique demandait aux banques de tout faire pour maintenir le taux le plus bas possible, puis intervention orale des dealers avec décote après contrat (oral), puis ententes cartels illicites et contraires au principe de marché traditionnel. Violation du principe de confiance au plan global, exemple désastreux à la Chine

Point d'orgue : l'UBS **se dénonce et dénonce les membres** du cartel à l'IRS américaine en demandant un traitement de faveur au plan fiscal. Renvoi de l'IRS auprès de l'autorité compétente (principe de la séparation des pouvoirs)

La BRI examine le dossier des banques membres du cartel dénoncé. Le coût des amendes possible est estimé à \$ 20 milliards

octobre 2012

Plainte collective à New-York dans l'affaire du cartel du LIBOR (UBS entre autres)

#### **Mythe *to big to fail***<sup>95</sup>

19 septembre : Le National approuve par 128 voix contre 40 le projet d'ordonnance modifié par le conseil des Etats :

Entrée en vigueur 1<sup>er</sup> janvier 2013 :

- Etablissements systémiques :

Fonds propres au moins à 13 % des actifs pondérés en fonction des risques, dont 10 % "durs"<sup>96</sup> et dont 3 % sous forme de Cocos<sup>97</sup>

Leverage ratio à 4.56 % de l'engagement total au bilan et partiellement du hors-bilan  
Plan d'urgence de maintien de la survie en cas de crise

- Etablissements non-systémiques :

8 % de fonds propres, 2.5 % des actifs pondérés dont 7 % de fonds "durs"

14 septembre 2012

---

<sup>95</sup> Voir ANNEXE B pour le détail (extrait du cours printemps 2012 UNIPOP)

<sup>96</sup> Capital-actions et réserves

<sup>97</sup> Fonds de tiers qui peuvent être convertis en capital-actions ou compensés par les pertes dans dédommagement

*J.M. Brandt*

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

**UBS, Londres.** La procureure dévoile le nom des complices de Kweku Adoboli<sup>98</sup>. Il a donné les noms, et avoué qu'une partie de ses opérations se faisaient avec une contrepartie fictive dans le but de cacher ses pertes cumulées. Sa rémunération officielle a décuplé en 5 ans (jusqu'à \$ 550.000). La hiérarchie devait-elle être au courant ?

27 octobre (LE Temps) Kweku Adoboli affirme que si la règle interne était de liquider immédiatement une position vendue par un client, la pratique, partagée entre dealers et connue des cadres, était "d'attendre un peu". ainsi les profits et surtout les pertes n'étaient-ils pas comptabilisés, mais passaient par un livre de compensation extracomptable.

**UBS :** rupture avec la banque d'affaires. Suppression de 100000 emplois dont 2500 en Suisse d'ici 2015 ramenant les effectifs à 53000 postes (contre 83000 fin 2007). L'impact Kweku Adoboli et l'influence du fonds souverain chinois de Singapour (8 % du capital, ce qui en fait l'actionnaire largement majoritaire) , la fin de l'ère Ospel - Oswald Grüber, début de l'ère Axel Weber - Sergio Ermotti avec le recentrage sur les activités de base (gestion de fortune et retail), la mise sous contrôle de la cellule *investment banking* (Carsten Kergeten n'est plus DG), réduction des actifs pondérés par les risques de 400 à 200 milliards, économies de 5.4 milliards

Comparer avec le déboulement en appel de Jérôme Kerviel qui n'aurait agi que seul et condamné à rembourser E 4.9 milliards (voir également les affaires Nick Leeson (Barings, 1996), Bruno Iksil (JP Morgan, 2012)

Quelques ruptures institutionnelles :

- Principe de **solidarité** - protection de la **sphère privée** institutions employeurs employés clients
- Principe de la **paix du travail** dans la perspective de sociétés dont le but est le profit actionnarial et non pas la production et le développement de l'appareil de production : la finance a pris le contrôle des entreprises en Suisse (Le Temps, 31 octobre 2012).

Voir à titre d'exemple le développement jusque-là en Suisse du fonds souverain norvégien Nordea 1 European Value Fund, qui "adore les entreprises suisses"<sup>99</sup> et qui croît de 6.5 % en-dessus du marché depuis trois ans et de 4.5 % depuis quatorze ans qui vise précisément les entreprises selon la capacité à défendre sa stratégie : "ce n'est pas le pays qui compte, mais ses entreprises, la Suisse fait exception".

- Principe de **respect** et stratégie des avantages comparatifs déterminants : souveraineté, indépendance, neutralité, crédibilité, image, sécurité à long terme

<sup>98</sup> Cf. ci-dessus 14 septembre 2011

<sup>99</sup> Le Temps 29 octobre p. 22

J.M. Brandt

**UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE**  
*La crise, suite et ...la Suisse ?*

- Principe des **Bilatérales** et absence de perspective, d'espace de négociation, de plateforme de coopération : la Suisse décrédibilisée, isolée :

La commission européenne décide de ne pas poursuivre la voie des bilatérales<sup>100</sup>, en prenant parti contre la proposition-pilote d'une libéralisation sectorielle par le bais de l'ouverture progressive du marché de l'électricité<sup>101</sup>. Les risques à terme sont le diagnostic discriminatoire, les mesures de rétorsion sur d'autres secteurs et le contournement de la Suisse par les autoroutes de l'électricité

Des zones de risques existent par les blocages en matière agricole, chimie, libre-circulation (entrée Croatie en 2013 avec délais d'adaptation) et marchés financiers

La commission souligne l'acceptation par le Suisse de l'importance de l'homogénéité, de l'interprétation et de l'application uniforme des questions relatives au marché intérieur européen et des besoins d'une adaptation dynamique des acquis

- Les achoppements institutionnels prétextés contre les propositions de la Suisse <sup>102</sup> faites -en juin :

Pas d'instrument existant pour travailler à l'homogénéité des accords existants et à leur interprétation

Le dispositif électricité présenté en tant que laboratoire pour la coopération future n'est pas retenu (Alpic est pratiquement ruinée et EOS avec elle, faillite de l'ouverture à petits-pas sur le marché européen)

Perspective devenue inéluctable d'une reprise aussi automatique que possible de l'acquis du droit communautaire sans contrepartie

Mise sur pied d'un organe de surveillance indépendant des accords pas accepté

Reproche injustifié de ne faire référence qu'aux futurs accords bilatéraux et non pas à ceux en vigueur

---

<sup>100</sup> Décision prise sans débat le 26 septembre suite à la proposition du CF de juin

<sup>101</sup> La suisse exporte la même quantité qu'elle consomme (principalement hydraulique) et génère une balance commerciale positive de 1 milliard

<sup>102</sup> Association Economique de Libre-Echange (Suisse, Islande, Lichtenstein, Norvège)

*J.M. Brandt*

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

Reproche intempestif de ne pas faire allusion au renouvellement de la contribution de Fr. 1 milliard à la cohésion qui expire en juin 2001

Aucune possibilité ouverte d'un organe suisse pour superviser les accords bilatéraux

La Suisse prétend avoir le temps et la possibilité de la négociation directe avec les membres, alors tant pis pour elle dit-on entre les lignes

La commission reprendra contact avec l'AELE en octobre et les ministres en novembre

#### - **Stratégie de la fuite en avant - arrière**

octobre 2012

Droits de l'homme : la suisse peut faire mieux. La critique est acceptée par le ministre Didier Burkhalter devant la CDH, alors que les condamnations proviennent de pays comme la Turquie (qui réclame l'annulation de la votation populaire sur les minarets), le Pakistan, l'Egypte, la Norvège, les USA.

- **LPCC<sup>103</sup> révisée**, un enjeu majeur, adoptée, entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2013 Régleme les gestionnaires suisses de manière compatible avec la directive européenne équivalente. Désormais ce ne sont plus les appels au public, mais la distribution à tous les investisseurs (qualifiés ou non, à l'étranger ou non) qui sont réglementés et placés sous la supervision de la FINMA

#### - **Accords de libre-échange (et de cas en cas accord de double-imposition)**

Singapour (2003), Corée du Sud (2006), Japon (septembre 2009), Hong-Kong (octobre 2012) en vigueur

Chine (double danger mortel : invasion des produits chinois en Suisse, transfert automatique des accords avec l'UE, mesures de rétorsion et fermeture frontières), Inde, Indonésie, Thaïlande, Vietnam, Mongolie, Pakistan (ingérable), Philippines

- **BNS** et congélation du trésor : idée créative d'un **fonds souverain** (500 milliards) mais illégale *prima facie* manque d'audace et d'imagination, bref, par de "conversion" helvétique
- **Evasion et fraude fiscales en Suisse**, rappel du processus des amendes, pas d'allusion à l'amnistie en cours, problème de discrimination en Suisse selon le droit européen ! 18 milliards

---

<sup>103</sup> Loi sur les placements collectifs de capitaux  
J.M. Brandt

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

à la clé, perte de souveraineté, intrusion dans un système qui fonctionne et mise en question de la confiance raisonnable, principe fondateur du développement helvétique

17 juin 2012

- **Caisses de pensions suisses**, rendement 2012 : 0.3 %<sup>104</sup> insuffisant, taux de couverture en baisse. Problèmes dans les caisses publiques. Taux technique 3.5 à 4 % (escompte des sorties à terme). Le taux de rendement des placements escomptés à terme devrait dépasser le taux technique de 0.5 %.

début septembre 2012

**PIB** finit par marquer le pas : 0.5 %<sup>105</sup> pour 2012 au lieu de 1.2 % (0.5 % entre juin 2011 et juin 2012<sup>106</sup>).

**Chômage.** Prévu 3.3 en 2013 (contre 2.8% en 2012), soit 15000 de plus

Délitement de l'**industrie** en Europe : le problème de la valeur ajoutée, des infrastructures et des cadres de développement. L'industrie automobile a perdu 60000 emplois en France depuis 2009, alors qu'Obama a sauvé l'industrie automobile aux USA en contrevenant massivement au dogme du libre-échange

L'Espace **Schengen** sous pression : clause de sauvegarde en cas de "menace sévère" avec réintroduction unilatérale temporaire des frontières inapplicable tant que durent les négociations avec les pays tiers sur la réciprocité des visas. Incertitudes quant au système de gestion centralisé. La Suisse négocie

octobre 2012

avantages comparatifs déterminants de la Suisse (rappels) :

3<sup>ème</sup> partenaire européen de l'UE

140 milliards importés de l'UE en 2012

260000 frontaliers

550 entreprises aux USA occupent 400000 personnes

Investissements aux USA 120 milliards

---

<sup>104</sup> Contre 2.4 % par an au cours des 10 dernières années, Source : Suisse Canto, enquête mai 2012 et contre 1.62 (LPPP 25) et 0.19 (LPP 40) en 2011 selon indice LPP.

<sup>105</sup> Selon CS

<sup>106</sup> Selon SECO4

J.M. Brandt

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

Éventualité d'un taux fiscal unique pour les sociétés locales, mixtes ou auxiliaires

Exonérations temporaires vaudoises des entreprises étrangères, plus-values de 4.6 milliards (124 enseignes, 9000 emplois)

Arc lémanique : 15 % population suisse (1,171 millions dont 33 % étrangers contre 22.4 % Suisse), PIB + 26 % en 10 ans (19 % Suisse), 20 % des nouveaux emplois et entreprises suisses, chômage 4.9 % contre 2.8 %, salaire médian vaudois 5845 (6775 Genève), UNIL et EPFL 36000 étudiants 29 % des titres universitaires

Rétro-commissions des banques doivent être annoncées et proposées aux clients (ils peuvent renoncer) : arrêt TF (mais jusqu'à combien d'années en arrière ?)

Novembre 2012

Suite affaire trader Adoboli : FINMA juge UBS responsable et le met sous tutelle (lui soumettre toute initiative commerciale dans sa banque d'affaires et toute acquisition y est interdite). Amende de la Financial Service Authority de Londres : £ 30 millions

Décembre 2012

Licence bancaire conditionnelle à Postfinance au deuxième trimestre 2013 avec 100000 de garantie pendant les 5 ans de sa transformation si SA, pas de crédits, surveillance FINMA, recapitalisation nécessaire (besoins de 5 milliards pour atteindre 5 %, aujourd'hui 0-76 % pour 107.8 milliards.

ASB, puis CF d'accord : s'adapter au cadre GAFI, pas d'auto-déclaration des clients mais code de conduite : n'accepter que des fonds conformes fiscalement y compris pour les contribuables suisses (base légale nécessaire, modèle Convention blanchiment)

SWIIMETAL racheté par le chinois Baoshida

Banques privées : 1121 milliards contre 1108 (2006) sous gestion, sur 1063 établissements, 25 % ont des pertes, rendement des FP de 13.9 % (2006) à 3.8 % (2011), rapport charges revenus détérioré à 81 % contre 63 %

Relance de la politique bilatérale ("le plus petit dénominateur commun" contre la "libre circulation" et la liberté d'établissement :

L'UE remplace organes de surveillance supranationaux par bilatéraux

Suisse placée avec les 3 autres membres AELE (Islande, Norvège, Liechtenstein)

Réexaminer le principe bilatéral

Pas de réponse à la négociation pilote sur l'électricité

J.M. Brandt

2013

29 mai, 5, 12 juin

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

Règles du marché intérieur applicables à tous les accords futurs

Reprise de la directive sur la fiscalité et l'épargne

La Suisse doit revenir sur son intention d'appliquer la clause de sauvegarde générale

La Suisse accepte le principe de la reprise de l'acquis communautaire

31 décembre 2012

entrée en vigueur des accords sur l'imposition à la source conclus avec le Royaume Uni et l'Autriche

janvier 2013

Les 30 pays au Comité de Bâle acceptent, pour faciliter la reprise, d'assouplir Bâle III : les stocks du *trading* pourront être partiellement intégrés dans les actifs facilement vendables ! Seul le 60 % des montants initialement requis devront être mobilisés. La couverture peut augmenter graduellement jusqu'à 2015. Le but est de tenir 30 jours en cas de crise

Offensive française sur les forfaits fiscaux en dépit convention double imposition (1966) : 15 % d'impôts français sur dividendes au lieu 30 % si intérêts vitaux en Suisse. France exige une liste !

9 janvier

Direction UBS fait ses excuses devant les parlementaires britanniques pour avoir triché sur le LIBOR, tout en prétendant avoir ignoré la "manipulation industrielle du LIBOR" (CHF 1.4 milliards amende)

16 janvier 2013

Le CF met en vigueur la Loi sur l'aide administrative fiscale dans les conventions de double imposition au 1<sup>er</sup> février 2013 (demandes groupées possibles), sans effet rétroactif et pas de pêche aux renseignements. Mise en question (début de crise) de la souveraineté de la Suisse

30 janvier 2013

UBS livrera des données de clients de Wegelin au fisc US<sup>107</sup> (la trahison, après le transfert du nom des employés de banque et des 4500 clients de l'UBS)

février 2013

---

<sup>107</sup> Cf. Le Temps 30 janvier 2013 p. 19  
J.M. Brandt



## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

Le "prix de la trahison" : la Suisse pour la première fois assiste au G20 (strapontin) : oui à la discussion en réciprocité sur le traitement fiscal différencié

Le CF suspend (depuis 2009) le projet d'entraide administrative étendu à l'évasion fiscale (le Autorités fiscales étrangères seraient mieux traitées que les Cantons) : tous doivent être traités de la même façon

3 mars

Victoire de l'initiative Minder à 68 %, loi à édicter dans le délai d'un an (vote des actionnaires sur l'enveloppe salariale de la DG et du CA, élection annuelle et individuelle du CA, pas de représentation du droit de vote par les banques, réglementation des prêts)

6 mars

La justice US clôt le dossier Wegelin (l'associé Konrad Hummler a plaidé coupable) et a payé \$ 74 millions d'amende (12 % du prix e vente de la banque, soit \$ 613 millions). On dit que Raiffeisen a payé CHF 577 millions pour Notenstein

23 mars 2013

Rapport Association Vaudoise de Banques par Price Waterhouse : enfin la vérité sur la nécessité d'une réciprocité avec l'UE au moins et d'n accord global, Montée aux barricades de Pascal Broulis, président des départements des finances cantonales.<sup>108</sup>

14 mai 2013

Lancement de 2 consultations populaires (délai : 15 juin) :

- stratégie concernant la place financière, obligations de diligence étendues pour empêcher l'acceptation de valeurs patrimoniales non fiscalisées
- révision de la loi sur le blanchiment d'argent

14 mai 2013

La Commission européenne reçoit le mandat de négocier avec la Suisse le principe de l'échange automatique des données. La suisse déclare attendre le mandat- Le Luxembourg exige la réciprocité mondiale

15 mai 2013

"Informations fiscale : Singapour pourrait devancer la Suisse"<sup>109</sup>

- généralisation de l'entraide administrative fiscale aux accords bilatéraux

<sup>108</sup> Copie remise aux participants

<sup>109</sup> Cf. presse du 15 mai, notamment Le Temps p. 19

J.M. Brandt

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

- Engagement des Pays du sud-est asiatique à signer la convention OCDE d'assistance administrative mutuelle (comme Luxembourg et Autriche, Suisse ne s'est pas prononcée)
- levée du secret bancaire pour la transmission par les banques des données requises
- engagement signer avec USA accord FATCA version 1 (Coopération entre fiscs et non pas 2 comme la Suisse (échange au niveau des banques (Suisse version2)

16 mai

Conférence Pascal Broulis (président groupement des 26 ministres cantonaux des finances), préparation de son entrevue avec la conseillère fédérale Edwin-Widmer-Schlumpf aux Alumni HE<sup>110</sup> C :

- La fiscalité est le principe de souveraineté et celle-ci revient aux cantons pour la taxation et pour la perception. La Suisse dispose d'une fiscalité complexe et concurrentielle entre cantons. C'est un avantage comparatif déterminant par rapport au principe de centralisation par exemple via la TVA
- Pour s'adapter aux contraintes mondiales, en particulier européennes, i s'agit dès maintenant d'élargie le périmètre du rapport de confrontation avec l'UE, soit d'en finir avec le dialogue au cas pacas, dossier par dossier, et d'ouvrir une négociation basée sur la réciprocité au niveau mondial
- De plus il nous passer par l'OCDE dont nous somme membres à part entière (droit de veto) et non pas par l'UE.
- Eviter le problème de la taxation discriminatoire entre sociétés étrangères à régimes spéciaux et sociétés suisses, oui, en corrélant le taux d'imposition, mais différencié par canton et en prenant le temps de l'adaptation
- Les impacts sont inventoriés par le Créa (rapport à disposition)
- Rétablir un périmètre de négociation, rompre avec le principe du dialogue pour passer au principe de réciprocité. Etat des lieux de la fiscalité en jeu dans l'Arc lémanique après le rapport PwC de l'Association vaudoise de banques. Le dommage potentiel est chiffré, l'abaissement du taux fiscal des sociétés étrangères serait refusé par le Peuple

---

<sup>110</sup> Transmis par e-mail (power-point) aux membres du Club : "*La crise, et...*"  
J.M. Brandt

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

comme cadeau fiscal. Maintenir la pluralité fiscale comme gage de la souveraineté cantonale. Cette souveraineté étant la garante de la cohésion sociale et politique.

- Désaveu de la *Weissgeld Strategie* du CF mise en consultation jusqu'en juin, en raison des complications pratiques :

obligation pour les banques de s'assurer de la conformité fiscale de leurs clients et adopter des mesures internes pour détecter les fraudes

définir crimes préalables de blanchiment sommes de plus de 600.000 soustraites au fisc par des tromperies astucieuses et inversion du fardeau de la preuve sur le client<sup>111</sup>

Préférence des banques pour l'échange automatique à condition de le définir et de la réciprocité mondiale

- Fiscalité des entreprises :

suppression des régimes préférentiels et introduction des license box

abaissement uniforme au gré des cantons de la taxation de l'ensemble des sociétés

compensation par la caisse fédérale de la perte (entre 300 millions et 3.6 milliards<sup>112</sup>)

délai nécessaire de 5 ans au moins

### 5.6.3 COMMENTAIRES

Les principes tactiques d'une guerre de retard : attitude qui se veut pragmatique, ambition du paraître "bon-élève", politique en sous-main, absence d'anticipation, de vision, de prise de responsabilité, de leadership et reprise à mauvais compte de la responsabilité des banques (en particulier UBS malgré trois tromperies, mais également des 11 établissements qui ont racheté à UBS sa clientèle américaine !!!) (13 depuis mai 2013)

---

<sup>111</sup> Critère GAFI qui n'existe pas au Luxembourg ni en UK où le client est présumé innocent

<sup>112</sup> Les sociétés à statut fiscal spécial (mixtes, holdings, de domicile, de négoce) rapportent 2.3 milliards aux cantons et communes contre 8 milliards pour les autres

J.M. Brandt

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

Résultats : accumulation des échecs, perte de crédibilité et ***entrée dans la crise par la porte institutionnelle***, ce qui est un comble.

L'attitude de la Suisse à l'égard des USA est frileuse, voire capitularde depuis la prétention des Grandes banques à opérer sous juridiction américaine et à développer la banque d'affaires. Au jeu du donnant-donnant les USA se sont montrés les plus forts et une brèche s'est ouverte dès les années huitante (avec les nuances spécifiques apportées à l'application de la Convention de diligence des banques), qui met en question avec notre souveraineté l'image qui a fait notre succès : celle d'un pays indépendant et ***sûr pour le long terme*** quant aux droits des personnes et des choses. Par ailleurs l'affaire des "Fonds en déshérence", qui se justifie du point de vue éthique, mais guère en pratique, a donné une idée fautive du secret bancaire. Cette attaque est revenue à quatre reprises depuis les Années cinquante, pour aboutir en 1995 à un accord où seuls quelques avocats ont gagné. La brèche ouverte dans la convention de diligence des banques avec les USA depuis les années huitante déjà s'est aggravée avec cette affaire

Le comportement criminel (en termes pénaux suisses notamment) de l'UBS aux USA et les procédures et menaces notamment de *clash action*, ses mensonges par omission au Conseil fédéral en 2008, ont reporté le problème au niveau politique et l'utilisation largement abusive du secret bancaire (pour fraude fiscale à large échelle) a cassé, avec l'image de confiance qui a fait le succès de la banque suisse, l'intégration intime de l'établissement et de la banque en général dans la mentalité helvétique et l'image extérieure de cette mentalité. Tant et si bien que depuis le Gouvernement ne fait que courir après l'événement tandis que

l'UBS a multiplié les scandales. L'image sûre, fiable, honnête du Suisse est mise en cause systématiquement et le Suisse paie. Le paradigme ou le principe de ***dignité*** a ici été rompu.

Après les ventes de CDROM aux autorités allemandes et françaises, grave défaite avec le refus allemand de *Rübeck* pour la Place financière. Ce résultat essuyé après les succès des accords *Rübeck* anglais et autrichiens compromet l'image de leader financier de la Suisse et la poursuite des tractations avec d'autres pays (Italie, Grèce, la France ayant refusé l'entrée en matière, pire elle dénoncé unilatéralement l'accord sur la double imposition ce qui montre la faiblesse de la Suisse même au fait de son bon droit). Même la France exsangue ne respecte pas nos accords sur la double imposition.

La politique de la chaise vide de la Suisse à l'OCDE en 2008 sous prétexte que le secret bancaire n'était pas négociable nous a fait perdre l'occasion d'initier une reddition réciproque en matière de "spécialités fiscales".

La crise entre en Suisse par la petite porte de la naïveté et de la balle dans le pied institutionnelles.

Un retournement (conversion) devrait progressivement se faire jour dans la politique d'argent propre en passe d'être esquissée par le Conseil fédéral. Rappelons que la Suisse pratique une intéressante amnistie fiscale pour ses résidents depuis quelque trois années. Le paradigme ou le principe de la

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

dignité est celui de la valeur de l'hospitalité à long terme pour les personnes et les biens confiés aux institutions helvétiques

Le 14 mai est annoncée l'imminence du mandat conféré à la commission européenne par les Etats-membres pour négocier avec la Suisse un échange automatique des données bancaires comme pour tous les autres Etats-membres. Le Luxembourg ne devrait plus opposer son veto, et l'Autriche devrait conditionner la négociation à une réciprocité mondiale

La suisse va-t-elle revenir au principe de dignité en regroupant autour d'elle les justes réclamations d'une réciprocité universelle ? Déjà UK a pris une politique biaisée en demandant la réciprocité pour ces paradis fiscaux (zones off-shore) sans aller jusqu'au dévoilement du nom de l'axant-droit économique final des trusts, alors que la Suisse, depuis la convention de diligence des banques (années huitante) est le seul pays qui le connaît et qui refuse l'inadéquation entre dépôts et moyens de gain. alors, Replis sur le Gothard dans la dignité et réciprocité ou capitulation ?

#### 5.6.4 TRAVAIL DE GROUPE

Définir le processus et les enjeux de la **Bérézina UBS**, du **whistleblowing**, de l'ensemble **FATCA, MOS, GAFI - OCDE, Rübick, Bâle III, échange automatique, convention de diligence, blanchiment, évasion, fraude**, et expliquer leur signification des points de vue finance, économie, politique, éthique, philosophie, spiritualité

Identifier le «**principe de crise**» de la phase 5 et commenter en termes de valeur

Commenter l'affaire Adobola dans le cadre de la polémique sur la banque d'affaires

Analyser les articulations finance-économie, économie-éthique, économie-culture, culture-religion

Définir les principaux paradigmes culturels et identitaires de la Suisse versus l'UE et/ou l'UEM

Situer ces paradigmes sur la scène de la mondialisation et évaluer leur évolution à la lumière de la crise

Exprimer une opinion personnelle sur la signification de la phase 5 aux points de vue éthique, philosophique, spirituel et au sens de la "**particularité helvétique**"

Commentaires :

Il n'est pas question de l'échange automatique et il est exigé la réciprocité sur Hong-Kong et sur Macao

## UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

### *La crise, suite et ...la Suisse ?*

La Suisse est-elle totalement isolée et prête à capituler ou entre-t-elle dans le jeu mondial de «la **réciprocité ou rien**» ?

#### 6. OPINION (AGGIORNAMENTO - PARTICULARITÉ HELVÉTIQUE)

**N.B. : il est proposé que le contenu de ce chapitre soit la synthèse des travaux de groupes échelonnés sur le déroulement du séminaire, avec un accent mis sur la polémique devenue mondiale de l'évasion fiscale et de régimes off-shore.**

Commenter la question :

La Suisse est-elle totalement isolée et prête à capituler ou entre-t-elle dans le jeu mondial de «la **réciprocité ou rien**» ? Situer la Suisse par rapport à ce donné : dans ses relations avec l'extérieur (pays et étrangers résidents et non-résident) et à l'intérieur, avec les Suisses et les étrangers résidents dans le cadre de la convention FATCA avec les USA, celui des projets de lois et des discussions avec l'UE

Se référer à la lecture des articles suivants :

Cadre général

- La conférence de Pascal Broulis du 17 mai 2013
- La quotidienne d'Agora : Etapes d'une bulle
- La Quotidienne d'Agora : All central banks are printing money !
- Le Temps, 7 janvier p.5 *Au Bangladesh, la conquête silencieuse de la Chine*
- Le Temps, 23 février p. 2 *L'oracle de Lee Kuan Yew*
- Le Temps, 21 février p. 3 **La montée en puissance de l'Asie**
- Le Temps 21 février p. 5 *Les Chinois dévorent «L'Ancien Régime et la Révolution» de Tocqueville*
- Le Temps 17 janvier p. 11 *L'OMC et l'OCDE rebattent les cartes du commerce mondial*
- Banque Pictet Perspectives avril p. 8 : Faits marquants dans le monde
- Edmond de Rothschild Panorama suisse avril p. 4-5 : Le temps est notre meilleur allié

Evasion fiscale, la Suisse et le «**principe de dignité**»

- Conseil Fédéral 14 mai : ouverture des consultations sur blanchiment et diligence fiscale (GAFI)
- Conseil Fédéral 14 mai : entrée vigueur accords imposition source UK et Autriche
- Le Temps 17 janvier p. 6 *Pourquoi la suisse demeure piégée dans le purgatoire de l'OCDE*
- Le Temps 22 février p. 14 *L'OCDE favorise une concurrence déloyale*
- Le Temps 13 février p. 2 *Fisc : les multinationales dans le collimateur*
- Le Temps 18 janvier p.13 *Sept régimes fiscaux suisses posent problème à l'UE*
- Le Temps 16 janvier p. 6 *Fiscalité : «Négociations en élargissant le périmètre»*

J.M. Brandt

29 mai, 5, 12 juin

2013

**UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE**  
*La crise, suite et ...la Suisse ?*

- Le Temps 10 mai p. 9 *La stratégie de l'argent blanc est à réinventer*
- Communiqué de presse de l'AVD sur l'étude de PwC : Fiscalité : deux poids, deux mesures entre l'UE et la Suisse
- journal CVCI novembre 2012, p.9 : Fiscalité des entreprises : Vaud doit s'inspirer de Genève

L'idée est de mettre en place et d'exercer une méthode qui permette de se faire une opinion personnelle des événements tels que rapportés par la presse quotidienne et les milieux spécialisés sur la crise de 2008 à ce jour.

La méthode proposée est celle utilisée dans ce document, à savoir suivre le fil rouge :

Enjeux

Objectifs

Paradigmes - principes

Les cinq paradigmes ou principes de retournement (conversion)

Quel aggiornamento pour moi ici et maintenant ?

La crise en tant qu'opportunité de retour à la **particularité helvétique** dans la vie (ma) de tous les jours

*Jean-Marie Brandt*

**UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE**  
*La crise, suite et ...la Suisse ?*

**ANNEXE A**

**Quelques chiffres (mars 2013)**

**PIB**

- BRICS 5.6 % en 2012
- Chine 7.7 % en 2012 (9.3 en 2011), 8.1 en 2013
- USA 1,5 en 2012
- Monde 3.3 en 2012 (3.4 en 2011), 3.6 en 2013 (contre 3.8 attendus)
- Allemagne - 0.6 % en 2012
- France
- Espagne
- Grèce - 6.4 % (2012) - 4.4 5 (2013)
- Suisse 0.9 en 2012 (1.7 en 2011), 1.3 en 2013

**Chômage**

- BRICS
- Chine 6.4 % (2012)
- USA 7.5 (mars 2013)
- Monde 202 millions de personnes en 2013 (197 en 2012), pas d'amélioration prévue avant 2017, mais jusqu'à 211 millions (6 %)
- Allemagne 6.9 %
- France 11.0 % soit 3.1 millions
- Italie 11.6 %
- Espagne 26.7. %
- Grèce 27.2 %
- UE 10.9 %
- Zone euro 12.1 %
- Suisse 3.1 %

**Chômage jeunes<sup>113</sup>**

- Monde 74 millions (12.6 %)
- Europe 23.4 % (25 millions de personnes)
- Zone euro 24.4 (contre 15.5 % 5 ans plus tôt)
- Italie 38.7 %
- Espagne, Grèce, Portugal : plus de 55 %

**Banques centrales**

---

<sup>113</sup> Entre 15 et 24 ans selon BIT  
J.M. Brandt



**UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE**  
*La crise, suite et ...la Suisse ?*

- BNS : bilan 500 milliards,
  
- BRICS            5.6 % en 2012
- Chine            7.7 % en 2012 (9.3 en 2011), 8.1 en 2013
- USA              1,5 en 2012
  - Monde            3.3 en 2012 (3.4 en 2011), 3.6 en 2013 (contre 3.8 attendus)
  - Suisse

Fonds souverains

- monde : 5100 milliards \$
- 6.5 % capital UBS (fonds chinois à Singapour) ou majorité déterminante
- Suisse : intérêt croissant, notamment dans les blues-chips, l'immobilier, les start-ups, pas de statistique connue
- ADIA, Abu Dhabi 627 milliards
- Gouvernement pension fund, Norvège, 611
- SAFE, Chine, 568
- GIC, Singapour, 248
- Temasek, Singapour, 157

**UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE**  
*La crise, suite et ...la Suisse ?*

**ANNEXE B : BIBLIOGRAPHIE SUGGÉRÉE**

**Bibliographie générale**

Publications spécialisées référencées de :

Pictet, Rothschild, BCV, Notenstein

- ARENDRT Hannah, *La Crise de la culture*, Paris : Gallimard, 1972 [1954]  
 ARENDRT Hannah, *Condition de l'homme moderne*, Paris : Calman-Lévy, 1983 [1961]  
 ARENDRT Hannah, *Les Origines du totalitarisme. Eichmann à Jérusalem*, Paris : Gallimard, 2002  
 [1966]ARTUS Patrick, *La nouvelle économie*, Paris, Editions la Découverte et Syros, 2002 ASSMANN  
 Jan, *Moïse l'Égyptien*, Paris : Aubier, 2001  
 BADIOU Alain, *Saint Paul. La fondation de l'universalisme*, Paris : PUF, 1997  
 BERNOÛT XVI, *Caritas in Veritate, L'Amour dans la Vérité*, Saint-Maurice (Trad.), Editions Saint-  
 Augustin, 2009  
 BRANDT Jean-Marie, *L'obligation de réciprocité. Pour une position stratégique de la Suisse face à  
 l'Europe de 1992*, th. Dr sc. économiques Uni Neuchâtel, 212p. Montreux, Imprimerie Corbaz SA.,  
 1990 (épuisé)  
 BRANDT Jean-Marie, *Les atouts de la Suisse face à l'Europe*, Lausanne, Editions Marcel Favre, 1990  
 BRANDT Jean-Marie, *Obsolescence de l'offre religieuse*, th. Dr théologie Uni Lausanne, Genève,  
 Editions Slatkine-Fonds pub. Uni Lausanne, 2010  
 CONSEIL PONTIFICAL JUSTICE ET PAIX, *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, 2005, Editions  
 Saint-Augustin (Trad), Saint-Maurice  
 CONSEIL PONTIFICAL JUSTICE ET PAIX, *Pour une réforme du système financier et monétaire  
 international dans la perspective d'une autorité publique à compétence universelle*, 2011, cité du  
 Vatican  
 CONSTITUTION PASTORALE Gaudium et Spes sur l'Eglise dans le monde de ce temps (texte de  
 Vatican II), Vatican : 1965.  
 DECLARATION DE BERNE, Swiss Trading SA, Lausanne, 2012 (2<sup>ème</sup> Ed.), Editions d'En bas  
 DIAZ Hector, M.G., *A Korean Theology. Chu-Gyo Yo-Ji. Essentials of the Lord's Teaching by Chong Yak-  
 jong Augustine. 1760-1801*, thèse de doctorat sous la dir. de Jakob Baumgartner, S.M.B., Neue  
 Zeitschrift für Missionswissenschaft, 1986, 466 p.  
 DUPUY Jean-Pierre, *Pour un catastrophisme éclairé. Quand l'impossible est certain*, Paris : Seuil, 2002  
 GALBRAITH J.K., *Les mensonges de l'économie*, Paris : Grasset et Fasquelle, 2004  
 GAUCHET Marcel, *Le désenchantement du monde*, Paris : Gallimard, 1985  
 GEFRE Claude, *Profession Théologien. Quelle pensée chrétienne pour le XXI<sup>ème</sup> siècle ?*, Paris : Albin  
 Michel, 1999  
 GISEL Pierre, *Qu'est-ce qu'une religion ?*, Paris : Librairie philosophique J.Vrin, 2007  
 GRAZ Jean-Christophe, *La gouvernance de la mondialisation*, Paris : La Découverte, 2004. HADOT  
 Pierre, *Eloge de Socrate*, Paris : Allia, 1999. JASPERS Karl, *Origine et sens de l'Histoire*, Paris : Plon,

J.M. Brandt

29 mai, 5, 12 juin

2013

**UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE**  
*La crise, suite et ...la Suisse ?*

1954.

JONAS Hans, *Le Principe responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique*, Paris : Les éditions du Cerf, 1995

JONAS Hans, *Pour une éthique du futur*, Paris : Payot & Rivages, 1998

LEVINAS Emmanuel, *Totalité et infini. Essai sur l'extériorité*, Paris : Kluwer Academic [1971].Levinas

LEVINAS Emmanuel, *Transcendance et intelligibilité*, Genève : Labor & Fides, 1996

NANCY Jean-Luc, *La Déclosion. (Déconstruction du christianisme, 1)*, Paris : Galilée, 2005

PLIHON, Dominique, *Le nouveau capitalisme*, Paris, Editions La Découverte, 2003, 2004, 2009

TILLICH Paul, *La dimension religieuse de la culture*, Québec / Paris / Genève : Les Presses de l'Université Laval / Les Editions du Cerf / Labor & Fides, 1990

TILLICH Paul, *Dogmatique*, Québec / Paris / Genève : Les Presses de l'Université Laval / Les Editions du Cerf / Labor & Fides, 1997 [1925]

VALLEE Catherine, *Hannah Arendt. Socrate et la question du totalitarisme*, Paris : Ellipses Edition Marketing, 1999